



Liberté hebdo n° 741

TOGO LES AGO ET LA REALITE DU POUVOIR RPT

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Afrique	Bénin Du danger des accointances politico-religieuses	2010.07.10
Afrique	Madagascar Critique par le représentant du FMI de l'interventionnisme Allez voir ailleurs, au Togo, rétorque Mamy RATOVOMALALA	2010.07.10
Afrique	Mondial Afrique du Sud Une copie parfaite, trop peut-être	2010.07.12
Afrique	Culture Johnny Clegg «Après la fin de l'apartheid, j'étais comme perdu»	2010.07.10
Afrique	Culture Création Johnny Clegg, le retour du Zoulou blanc	2010.07.10
Afrique	Sciences Gabon organismes multicellulaires se seraient développés il y a 2 milliards d'années	2010.07.10
Europe	Régulation Appel à taxer les transactions financières	2010.07.10
Europe	France Affaire BETTENCOURT SARKOZY donne des arguments aux présidents africains	2010.07.07
Europe	France MEDIAPART, l'ennemi numéro un du camp élyséen	2010.07.10
Alimentation	Appui de l'ambassade de France au Togo pour la lutte contre la malnutrition dans les savanes	2010.07.09
Blanchiment	Togo 50 000 euros de l'AFD au groupe Banque atlantique contre le blanchiment des capitaux	2010.07.10
Coopération	Togo Le pays recevra 39 millions de \$	2010.07.11
Diaspora	Moins Suspecter la Démocratie et Mieux Mobiliser les Raisons	2010.07.11
Diaspora	50 ans francafrique Journées de réflexion et mobilisation en Caroline du Nord aux Etats unis	2010.07.08
Diaspora	Grande rencontre de la diaspora togolaise les 24 et 25 Juillet 2010 à Bruxelles	2010.07.04
Diaspora	Conférence sur l'éducation au Togo	2010.07.08
Droits Homme	Togo vers la ratification de la convention contre la disparition forcée	2010.07.10
Économie	Téléphonie Mobile Course à l'innovation	2010.07.08
Economie	Transport Aérien Brussels Airlines reprend les vols de la Sabena sur Lomé	2010.07.11
Finances	Escroquerie Togo suspension des activités de ReDeMARE	2010.07.10
Finances	Escroquerie Institutions financières suspectes au Togo	2010.07.11
Indépendances	50 ans de dépendance	2010.07.09
Indépendance	Africa 24 REPORTAGE - TOGO histoire d'une indépendance	2010.07.11
Médias-Presse	La foudre déglingue les installations de Radio DAWUL, FM 88.7 de Bassar	2010.07.09
Medias-Presse	Togo la revue de presse du 05 au 10 juillet 2010	2010.07.10
Politique	TOGO Les AGO et la réalité du pouvoir RPT	2010.07.11
Politique	« Je vais vous faire arrêter »	2010.07.10
Politique	G. Olympio « Personne au sein bureau national ne s'est opposé aux négociations avec RPT »	2010.07.09
Politique	Enlèvement de 2 collaborateurs de Sursaut-Togo	2010.07.11
Société	L'impact des séries télévisuelles sur la mode vestimentaire au Togo	2010.07.10
Sports	Mondial 2010 Génération championne	2010.07.12
Sports	Football Tchanilé Bana crée un centre de formation de jeunes	2010.07.09
Sports	Football - CAN 2012 Togo - Malawi 1 – 1	2010.07.09
ARCHIVES TOGO		
Economie	Selon la Banque Mondiale, Les mesures anti-corruption ont baissé au Togo	13 juillet 2007



Quelques jours après le dernier remaniement ministériel, activité dans laquelle le pouvoir du président YAYI Boni fait figure de champion, le gouvernement béninois vient encore de connaître un petit lifting, ou plutôt un départ de taille : le congédiement du ministre de l'Intérieur Armand ZINZINDOHOUE. Celui qui vient de passer à la trappe n'est pas n'importe qui, car c'est un fidèle du chef de l'Etat et il doit cette disgrâce au fait qu'il serait mêlé à un détournement de gros sous. Armand ZINZINDOHOUE était un ministre pasteur, qui était au-devant de la société ICC services, une société de placement d'argent.

Il s'agit en fait d'un conglomérat d'églises évangéliques et d'ONG converties en institutions financières qui prétendaient effectuer des placements dont le taux d'intérêt serait à 3 chiffres. En limogeant son ministre et coreligionnaire, le président YAYI Boni pose un acte à saluer, mais cette affaire aux allures de MADDOF sous tropiques repose la problématique du gain facile. 100 milliards de FCFA, une somme qui donne le tournis, c'est le trou béant constaté après les enquêtes d'usage, un préjudice qui touche plus d'un million de personnes. Ce détournement d'argent via des activités religieuses conforte en partie l'idée de Karl Marx selon laquelle la "religion est l'opium du peuple". Il est des moments, comme dans ce cas béninois, où on a la fâcheuse impression qu'on exploite éhontément la naïveté et la misère des populations. C'est bien connu, la pauvreté est un terreau sur lequel prospère le prosélytisme religieux.

Ce fait divers béninois, qui touche un domaine aussi délicat que la religion, remet au goût du jour les rapports entre l'argent et les lieux de culte. Certes, l'argent est indispensable de nos jours pour vivre, mais argent et foi font souvent mauvais ménage. Les Ecritures saintes ne nous enseignent-elles pas qu'on ne peut servir deux maîtres à la fois ? Les mêmes Ecritures font cas de Jésus-Christ qui a chassé les marchands hors de l'Eglise. Mais ce départ d'Armand ZINZINDOHOUE ne vas pas secouer seulement les Eglises évangéliques béninoises, son retentissement dans le lanterneau politique se fera également sentir. L'ex-ministre de l'Intérieur faisait partie du premier cercle de l'actuel locataire du palais de la Marina. Homme des réseaux dont les ramifications touchaient aussi bien les temples, les religions traditionnelles que les états-majors politiques, il savait faire le marketing politique de son patron et rendre les coups aux adversaires du régime.

Il a été l'artisan des contremarches pour étouffer l'impact de celles que faisaient les opposants. YAYI Boni perd donc un précieux combattant politique, même si l'intéressé a encore du répondant et peut être redéployé ailleurs. En tout cas, à 8 mois de la présidentielle, le président sortant a du souci à se faire face à l'Union fait la Nation (UN), qui a désormais son porte-étendard en la personne d'Adrien HOUNGBEDGI. Avec un bilan mitigé et de nombreux déçus du parti Cauris, la coalition de formations politiques qui bataillent pour la réélection de l'actuel président semblent ne plus faire le poids. Si on ajoute l'énigme Abdoulaye BIO-TCHANE qui, bien qu'il ne fasse pas mystère d'une probable candidature, reste toujours officiellement tapi dans le bois, ce couac politico-financio-religieux n'arrange vraiment pas l'ex-président de la BOAD, dont l'ardent désir est de rempiler pour un second mandat

Par Zowenmanogo Dieudonné Zoungrana L'Observateur Paalga

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Afrique Madagascar Critique par le représentant du FMI de l'interventionnisme Allez voir ailleurs, au Togo, rétorque Mamy RATOVOMALALA



samedi 10 juillet 2010 - Par rapport aux réflexions et déclarations du représentant résident du Fonds monétaire international (FMI) à Madagascar sur les intentions de l'État d'intervenir dans la fixation des prix des carburants, le ministre de la HAT en charge des Hydrocarbures, Mamy Ratovomalala, réagit poliment pour faire comprendre au représentant du FMI d'aller voir ailleurs, au Togo.

Pierre Van den Boogaerde, représentant du FMI à Madagascar, avait déclaré ne pas croire à une entente sur les prix entre les compagnies pétrolières. Il avait déploré que les efforts de plusieurs années pour que la fixation des prix des carburants soit automatique et apolitique, efforts qui avaient débouché sur la loi de 2004, soient remis en cause.

Mamy Ratovomalala a dit : « *c'est son droit le plus absolu d'exprimer ses opinions et de partager ses réflexions mais il faut qu'il fasse des comparaisons et voir par exemple ce qui se passe dans les autres pays ou en France s'il y a compétition des compagnies de distribution* ». Au Togo, c'est l'État qui fixe les prix, poursuit-il tout en ajoutant que chacun a ses priorités et pour le gouvernement de la HAT et son président, les leurs sont de préserver le pouvoir d'achat des consommateurs. Et conclut-il, devant de pareilles situations, il ne peut être indifférent.

Pour rassurer les esprits critiques, Mamy Ratovomalala a exprimé ses réticences pour une reprise en main par l'État des importations. Ce serait une marche arrière dit-il. Toujours est-il que le ministre des Hydrocarbures insiste sur le contrôle que l'État doit exercer sur tout le mécanisme car il pense que les compagnies pétrolières ne respectent pas ce mécanisme.

Recueilli par Bill

LE TEMPS Afrique Mondial Afrique du Sud Une copie parfaite, trop peut-être

Simon Meier lundi 12 juillet 2010

La Coupe du monde en Afrique du Sud, c'est fini. On trouvera toujours quelque esprit colon – zone très éloignée du cerveau – pour râler lorsque la navette arrive avec dix minutes de retard

La Coupe du monde en Afrique du Sud, c'est fini. On trouvera toujours quelque esprit colon – zone très éloignée du cerveau – pour râler lorsque la navette arrive avec dix minutes de retard. Mais l'évidence s'impose: la nation arc-en-ciel, nullement déstabilisée par les nuages noirs que bien des plumes avaient dessinés au-dessus de sa tête à l'approche de l'événement, a brillamment relevé son défi.

Un touriste américain blessé par balle et quelques sacoches dérobées à la sauvette en un mois: dans un pays où on dénombre cinquante homicides par jour, le bilan sécuritaire doit être considéré comme une réussite exceptionnelle. L'impressionnant dispositif déployé a porté ses fruits, de même que les efforts et les sourires distillés par des milliers de bénévoles. On notera, non sans une délicieuse pointe d'ironie, que le seul gros flop, celui qui a privé 700 supporters de la demi-finale Allemagne – Espagne, fut imputable à un afflux intempestif de jets VIP sur le tarmac de Durban.

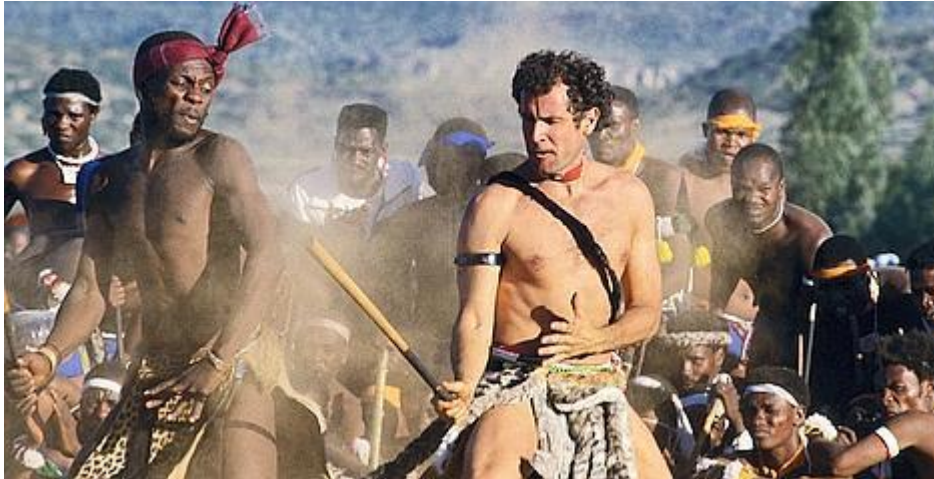
Mission accomplie, donc, avec toute la légitime fierté qui en découle pour l'ensemble d'un continent si souvent dénigré. Copie parfaite, trop peut-être. De cette Afrique du Sud surpolicee, on retiendra une image rigoureuse et, par rapport aux attentes véhiculées par l'imaginaire collectif, aseptisée. Brandie par la FIFA comme une invitation à venir à la rencontre d'un continent, la carte africaine aura surtout constitué un formidable atout marketing. Dans la réalité, clivages et barbelés demeurent.

Sous la cloche à fromage érigée par les organisateurs, pas une anicroche, ni le moindre grain de folie; un peu à l'image de ce qui nous a été servi sur le terrain où les audaces furent si rares, où l'enjeu a pris le pas sur le jeu. Paradoxalement, ce premier Mondial africain de l'Histoire aura été moins bigarré et moins euphorisant que l'édition allemande de 2006, lorsque tout un peuple était joyeusement sorti de ses gonds.

L'Afrique du Sud a gagné sa bataille. Mais dès lundi matin, les vrais défis reprennent. Et rien ne saurait faire oublier qu'aux yeux des Blancs, qui incarnent 9% de la population d'un pays dont ils détiennent 80% des richesses, la Coupe du monde, la vraie, aura lieu du... 9 septembre au 23 octobre 2011 en Nouvelle-Zélande. Le ballon sera ovale. Et cette fois-ci, l'Afrique du Sud aura toutes ses chances.

LE TEMPS Afrique Culture Johnny Clegg «Après la fin de l'apartheid, j'étais comme perdu»

Arnaud Robert samedi 10 juillet 2010



Johnny Clegg lors d'un mariage traditionnel zoulou dans les années 80. (Corbis)

A 57 ans, le chanteur sud-africain Johnny Clegg redémarre sa carrière, après 15 ans de mise à l'écart. Il revient sur le temps épique de son combat, dans les années 80, contre la ségrégation
Samedi Culturel: Quand avez-vous commencé à comprendre que vous deveniez, pendant la lutte contre l'apartheid, une sorte de manifeste vivant?

Johnny Clegg: Dans mes premières années d'université, j'ai pensé que l'aspect le plus puissant de ce que nous faisons ne résidait pas dans nos textes politiques, mais que c'était la manifestation physique de notre groupe qui frappait l'imagination. Des Noirs et des Blancs capables d'intégrer leurs cultures sur une scène, les spectateurs adoraient cela. Le plus grand message que nous transmettions était qu'il existait un autre chemin. Il faut réaliser qu'à cette époque, dans les années 80, la plupart des Sud-Africains n'étaient jamais allés à l'étranger, qu'ils n'avaient jamais observé ce qu'un autre type de démocratie pouvait signifier. Nous devions donc créer notre propre alternative face au système de l'apartheid. Nous étions bizarres. Nous mêlions des vêtements occidentaux avec des habits traditionnels zoulous. Nous étions un groupe de crossover, au sens le plus plein. La dimension la plus spectaculaire était la danse. Nous pratiquions des danses de guerre traditionnelles sur du rock. Pendant certains concerts européens, j'ai senti que nous appartenions à un courant émergent, une nouvelle conscience globale. Dans les mêmes années, en France, naissait SOS Racisme. A certains égards, le message que nous diffusions était en avance sur son temps, même en dehors de l'Afrique du Sud. La lutte particulière que nous menions chez nous avait permis de créer des formes avant-gardistes de métissage.

Regarder aujourd'hui le clip de «Scatterlings of Africa» où vous exécutiez des danses traditionnelles continue de poser des questions sur l'exotisme et votre fascination pour l'Afrique noire...

Il y a toujours eu une sorte d'attraction pour l'exotisme dans notre démarche. Mais la vraie question était de savoir comment un Blanc né en Afrique du Sud pouvait construire sa propre identité africaine. Cela a toujours été un problème depuis le début du colonialisme. Quand on est confronté à d'autres cultures, comment dialogue-t-on avec elles? Est-ce qu'on se fond dans ces cultures? Ou est-ce qu'on les domine? A mon sens, je devais me contenter de ce que j'étais, de la manière dont je m'étais construit. Chez moi

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

cohabitaient des intérêts exotique, esthétique, culturel et politique pour les expressions noires. L'identité est une succession de couches et j'étais incapable d'abandonner une seule partie de mon univers. J'ai arrêté de me poser des questions sur ce qui me constituait de la culture noire ou de la culture blanche. J'ai plongé dans le travail. Je crois que je suis un membre du nouveau monde. Un monde où chacun possède des identités multiples. Un monde où l'on parle anglais, français, zoulou, chinois. L'idée que vous puissiez être seulement Suisse est un mythe. Vous regardez MTV, vous regardez des films internationaux. Vous cueillez des mots venus d'autres langues, des vêtements venus d'autres cultures. Vous intégrez tous ces éléments dans une conception que vous créez de vous-même.

Vous avez été élevé dans un milieu blanc, entre le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. Mais le fils de votre chauffeur vous a appris sa langue. Vous êtes aussi le produit d'une double culture?

J'étais très jeune. J'avais entre 4 et 7 ans. Je parlais avec cet enfant une variante du zoulou. Apprendre la langue, c'est apprendre le mode de vie. Et ce mode de vie devient une partie de vous. Des conflits intérieurs naissent alors. Mon copain noir me parlait de sa vie dans sa langue et cela avait du sens pour moi. Mais quand je rentrais à la maison, je devais réunir les pièces de ce puzzle, associer ma culture et la sienne. Ce qui fait de moi un Sud-Africain, ce sont les identités en conflit. J'ai toujours été curieux de l'autre, comment il se comporte, comment il danse. J'avais un intérêt naïf pour les autres cultures. Quand j'ai eu 15 ans, j'ai vu des danses de guerre zouloues. Je ne peux le dire qu'aujourd'hui parce que je ne l'avais pas compris à l'époque. J'ai été magnétisé, ébloui par le corps dansant des Zoulous. J'ai senti que le corps des hommes noirs portait un autre message que celui des hommes blancs. La manière dont ils occupaient l'espace pendant la danse était si agressive, si investie dans l'instant, je voulais expérimenter cela. Les jeunes hommes zoulous connaissaient quelque chose sur le masculin que ma culture avait oublié. Je voulais posséder ce savoir. Je voulais être dans le monde de la même manière qu'eux. Ils ne se posaient pas de question sur leurs origines, ils savaient qu'ils appartenaient à cette terre. Moi, j'étais un immigrant, je n'avais pas de racines. J'étais jaloux de la manière dont ces Noirs étaient reliés à cette terre. Ils étaient confiants, heureux et vrais. Quand j'ai vu cela, j'ai voulu être comme eux. Ils possédaient la réponse que je cherchais. Et cela m'a conduit vers la politique. Mais la lutte politique s'enracinait sur des interrogations intimes, liées à ma propre identité. Je cherchais, après avoir vécu au Zimbabwe, en Zambie, puis en Afrique du Sud, un lieu auquel je me sente relié. Ils étaient une réponse à mes questions

Comment votre discours politique a-t-il pris forme?

Ce qui a rendu nos groupes Juluka et Savuka si puissants, c'est que nous n'attaquions pas frontalement l'apartheid. Nous avions un combat positif, plutôt que de dénigrer le système et nous y opposer. Les Sud-Africains ont découvert cela avec la fin du régime, en 1994. Après l'abolition de l'apartheid, les Sud-Africains qui avaient lutté contre le système ont dû se mettre à forger un projet positif. Ils devaient se positionner pour quelque chose plutôt que contre quelque chose. Comment créer un projet commun? C'est alors que le concept de la «nation arc-en-ciel» est né. Pour fonder un destin commun. Le groupe Juluka avait déjà proposé vingt ans plus tôt une alternative, une vision partagée. Je m'ennuyais un peu en 1994, quand j'ai vu que les questions qui se posaient étaient les mêmes que nous avions posées depuis longtemps. J'ai parlé à mon groupe et je leur ai dit que cette idée de mêler différentes cultures en un seul corps était toujours un projet valide. Je voulais continuer à délivrer ce message. Mais certains membres importants du groupe Savuka avaient émigré au Canada ou aux Etats-Unis. Trois autres membres étaient morts dans des combats politiques ou de maladie. Le groupe était fragmenté. J'ai décidé de prendre de la distance. En 1996, je suis allé voir le musicien Spho. Je lui ai proposé d'enregistrer un dernier disque du groupe Juluka. Nous l'avons intitulé Crocodile Love. Certaines chansons traitaient des problèmes que l'Afrique du Sud vivait à l'époque. Mais l'essentiel pour nous était, une nouvelle fois, de mélanger les musiques et les langues.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Avec la fin de l'apartheid, avez-vous eu du mal à trouver votre place sur la scène artistique sud-africaine?

Une

nouvelle musique de jeunes s'est développée. Ce que nous faisons n'intéressait plus la majorité. Pour l'album suivant, je n'ai même pas trouvé de distribution en Afrique du Sud. Nous étions remplacés par une puissante culture jeune: le kwaito, le rap. J'étais impressionné par l'impact que ces formes culturelles américaines pouvaient avoir sur l'Afrique du Sud. J'y ai beaucoup pensé. Je crois que c'est lié au boycott culturel dont l'Afrique du Sud avait souffert pendant les dernières années de l'apartheid. Dès 1994, la jeunesse sud-africaine trouvait enfin sa place dans une culture globalisée. Avec Sipho, nous nous étions battus pour la construction d'une culture jeune sud-africaine. Je crois que nous étions en décalage par rapport à ce que les Sud-Africains attendaient de la musique. En Afrique du Sud, plus des deux tiers de la population a moins de 30 ans. C'est un pays jeune. Ils veulent inventer leur propre style. Leurs textes parlaient des problèmes dans le ghetto. Des problèmes liés à cette nouvelle Afrique du Sud. Après 1994, une énergie phénoménale s'est libérée parmi la jeunesse sud-africaine.

Comment avez-vous rebondi?

Je me sentais perdu. J'avais l'impression que mes propositions étaient désormais considérées comme un moment historique important, mais un moment dépassé. Une nouvelle musique avait remplacé notre travail. Aujourd'hui, quinze ans plus tard, on m'invite dans des lieux où l'on ne m'invitait pas auparavant. Les programmeurs hésitent à m'engager, ils ne veulent pas d'un vieux musicien du temps de l'apartheid. Ils veulent donner leur place aux jeunes. Mais je sens un nouvel intérêt pour ce que je fais. Il existe toujours une place pour une figure comme Johnny Clegg qui cherche à intégrer des formes différentes d'expression.

Plus de quinze ans après la fin de l'apartheid, êtes-vous déçu du tour que la vie politique sud-africaine a pris?

Il ne s'agit pas de déception. Je viens d'un pays qui s'est toujours construit d'une manière problématique. Les conflits politiques ont trouvé une expression nouvelle depuis 1994. Cela ne m'agace pas. Ce qui me trouble, par contre, c'est le manque de volonté politique pour répondre aux grandes transformations de la société sud-africaine. Tout le monde voudrait que notre nation change plus rapidement. Le parti de l'ANC, au pouvoir depuis 1995, occulte les problèmes. Il répond à toutes les critiques en affirmant que les gens ne veulent pas le changement. Chacun, Blanc ou Noir, se révolte contre le manque de possibilité que la fin de l'apartheid lui a offert.

Nous sommes en ce moment dans le quartier de Sandton où vit aussi le leader des jeunes de l'ANC, Julius Malema, qui en a appelé au meurtre des Blancs. Est-ce un retour des vieux démons?

A mon avis, Julius Malema est un dommage collatéral de la lutte contre l'apartheid. Il a 30 ans. Il fait partie d'une génération qui s'est imposée après l'abolition du régime. Ils n'ont pas bénéficié de l'éducation politique sur laquelle les pionniers de l'ANC, Nelson Mandela en tête, ont bâti leur combat. Aujourd'hui, l'ANC s'est transformé d'un mouvement de libération en un parti politique destiné à sécuriser des gains économiques énormes, au prix du développement du pays. Tous les gouvernements ont tendance à la corruption. Julius Malema est l'héritier d'un parti qui s'est construit face à un ennemi désigné. Avec l'échec relatif de l'ANC, les 26% de chômeurs, la pauvreté endémique, Malema tente de rediriger la frustration sur l'ennemi historique: le Blanc. Malgré tout, nous vivons un moment enthousiasmant. Tout peut arriver. Tout est ouvert.

Johnny Clegg en concert jeudi 22 juillet au Paléo Festival de Nyon.

www.paleo.ch

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

LE TEMPS Afrique Culture Création Johnny Clegg, le retour du Zoulou blanc

Arnaud Robert vendredi 9 juillet 2010



Johnny Clegg se produira au Paléo Festival cette année. (LDD)

Chaque samedi, durant l'été, des artistes racontent comment ils travaillent leur matière. Rencontre avec Johnny Clegg, qui incarnait il y a vingt ans une autre Afrique du Sud. Avec la fin de l'apartheid, le chanteur a dû réinventer sa vie. Rencontre. Par Arnaud Robert

Il n'a pas l'air d'un monument. Chemise ouverte, tignasse lâche, il sirote un café fort sur la terrasse bruyante d'un centre commercial. Il ressemble trait pour trait à cet homme aux jambes horizontales qu'on a vu danser, quelques jours plus tôt, avec des Zoulous sur les vidéos du Musée de l'apartheid à Johannesburg. On l'observait, sur ces images des années 80, exiger la libération de Nelson Mandela. Mettre dans son corps blanc des gestes noirs.

Johnny Clegg a 57 ans. Pour une génération entière, il incarnait un autre monde possible, la réconciliation annoncée des origines métisses en Afrique du Sud. Avec ses groupes Juluka et Savuka – rock celtique sur rythmes africains – il était menacé, boycotté par le régime de Pretoria. Premier groupe intégré racialement dans un pays qui divisait. Il chantait alors en Europe, aux Etats-Unis, vendait plus de billets en 1986 à Paris que Michael Jackson lui-même. Avec son tube «Asimbonanga», enfilé dans une ceinture de fibre traditionnelle, cet anthropologue juif né en Angleterre vendait des cargaisons de disques d'une musique qui n'appartenait à personne.

Vingt ans plus tard, il attend accoudé sur cette table de bistrot, dans le quartier chic de Sandton. Il vit à quelques mètres de là, en cette cité industrielle de Johannesburg qu'il ne s'est jamais résolu à quitter. Un vieil ami s'arrête pour le saluer. «Qu'est-ce que tu deviens?» «On redémarre! J'ai obtenu une distribution aux Etats-Unis pour mon nouveau disque.» Avec la fin de l'apartheid en 1994, Johnny Clegg a gagné une cause et perdu un marché. Ils étaient rares ceux qui voulaient encore entendre ce chanteur biscornu, légèrement déplacé, marqué par une époque sombre. Le Zoulou blanc devenait alors encombrant.

De l'Afrique du Sud moderne, on ne voulait goûter que le rap de Soweto, le kwaito electro des jeunes Noirs émancipés. Clegg a alors douté. Il a réalisé des séries documentaires sur des régions méconnues de son pays. Il a enregistré quelques albums, dont un beau One Life paru en 2006. Il a survécu à la libération de

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

son peuple, bon an mal an. Il est là, encore. Au Paléo Festival cette année. Son fils Jesse Clegg, d'un rock cosmopolite, habite désormais à sa place les hit-parades sud-africains. Johnny observe, avec parfois quelque circonspection, les tours que prend la vie politique sud-africaine. La capillarité des couleurs de peau, notamment, qui continuent de hanter cette société.

Il continue de voter à l'échelon national pour le parti historique de la cause anti-apartheid, l'ANC. Mais, pour les élections locales, il opte pour la Democratic Alliance, un mouvement qu'il estime moins corrompu. Johnny Clegg a vu l'Afrique du Sud changer depuis 1994. De nouvelles élites se former, et la grande misère augmenter. Sans mettre en question ses idéaux d'alors, il devient un critique affûté des échecs, des lenteurs d'un système et notamment de la discrimination positive envers les Noirs qui, selon lui, échoue à combler les inégalités profondes dont la société sud-africaine est constituée.

Il était un messager. Il reste un témoin.



Afrique Sciences Gabon...des organismes multicellulaires se seraient développés...il y a 2 milliards d'années !

Par Michel 10 Juillet 2010

Des organismes multicellulaires, se seraient déjà développés...il y a deux milliards d'années, affirment des chercheurs, bouleversant ainsi toutes les connaissances actuelles.



Une découverte inattendue.

Le géologue Abderrazak El Albani et ses collègues du laboratoire Hydrogéologie, argiles, sols et altérations (CNRS/ Université de Poitiers), ont découvert par hasard ces fossiles il y a deux ans dans une carrière de grès au Gabon, près de Franceville. Ils menaient des recherches géologiques classiques dans des sédiments vieux de 2,1 milliards d'années lorsqu'ils sont tombés sur ces formes étonnantes et diversifiées mesurant de 10 à 12 centimètres. Ces fossiles étaient trop grands pour être de simples organismes unicellulaires, précisent les chercheurs. Cependant, l'incongruité de ces fossiles va nécessairement nourrir un débat contradictoire chez les paléontologues. A une période aussi reculée de l'Histoire de la Terre, ils s'attendaient plutôt à trouver des microbes. En effet, les preuves les plus anciennes de l'existence de [bactéries](#) datent de 2 à 2,5 milliards d'années. Quant aux traces de vie les plus vieilles, elles remontent à environ 3,5 milliards d'années. Il s'agit des [stromatolithes](#), des structures sédimentaires laissées par des cyanobactéries.

Découverte de l'existence d'une vie complexe et pluricellulaire datant de plus de deux milliards d'années

La découverte au Gabon de plus de 250 fossiles en excellent état de conservation apporte, pour la première fois, la preuve de l'existence d'organismes pluricellulaires il y a 2,1 milliards d'années. Une avancée capitale : jusqu'à présent, les premières formes de vie complexe (dotée de plusieurs cellules) remontaient à 600 millions d'années environ. De formes et de dimensions diverses, ces nouveaux fossiles supposent une origine de la vie organisée et complexe beaucoup plus précoce que celle admise jusqu'à aujourd'hui. Ils révisent ainsi nos connaissances actuelles sur l'apparition de la vie. Ces spécimens ont été découverts puis étudiés par une équipe internationale et pluridisciplinaire de chercheurs coordonnée par Abderrazak El Albani du laboratoire « Hydrogéologie, argiles, sols et altérations » (CNRS/Université de Poitiers) . Publiés le 1er juillet dans Nature, leurs travaux feront la couverture de la revue.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Les premières traces de vie sont apparues il y a environ trois milliards et demi d'années : il s'agissait d'organismes procaryotes, c'est-à-dire privés de noyau. Autre événement majeur dans l'histoire de la vie, « l'explosion cambrienne », autour de 600 millions d'années, marque la prolifération du nombre d'espèces vivantes, accompagnée d'une hausse subite de la concentration en oxygène dans l'atmosphère. Mais que se passe-t-il entre 3,5 milliards et 600 millions d'années ? Sur cette période appelée le Protérozoïque, les scientifiques disposent de très peu d'informations. Or, c'est au cours de cette époque cruciale que la vie se diversifie : aux procaryotes s'ajoutent les eucaryotes, organismes uni ou pluricellulaires dont l'organisation et le métabolisme sont plus complexes. De grande taille, ces êtres vivants s'opposent notamment aux procaryotes par la présence de cellules qui possèdent un noyau contenant l'ADN.



En étudiant le paléoenvironnement d'un site fossilifère situé à Franceville au Gabon, Abderrazak El Albani et son équipe ont mis au jour en 2008, de manière tout à fait inattendue, des restes fossiles parfaitement préservés dans des sédiments âgés de 2,1 milliards d'années. Plus de 250 fossiles ont été récoltés à ce jour, parmi lesquels une centaine a été étudiée en détail. Leur morphologie ne peut s'expliquer par des mécanismes purement chimiques ou physiques. D'une taille atteignant 10 à 12 centimètres, trop grands et trop complexes pour être des procaryotes ou des eucaryotes unicellulaires, ces spécimens présentent des formes diversifiées, établissant que différents types de vie co-existaient durant le début du Protérozoïque. Car il s'agit bel et bien de matière vivante fossilisée !

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Pour le démontrer, les chercheurs se sont appuyés sur plusieurs techniques de pointe qui permettent de cerner la nature des échantillons et de reconstruire leur environnement. Grâce à une sonde ionique capable de mesurer le contenu des isotopes du soufre, la distribution relative de la matière organique a été précisément cartographiée. Cette matière est ce qu'il reste de l'organisme vivant, qui s'est transformé en pyrite (un minéral formé de disulfure de fer) au cours de la fossilisation. Les chercheurs ont ainsi pu distinguer le fossile du sédiment gabonais (constitué d'argiles). De plus, en utilisant un scanner tridimensionnel à haute résolution ultra-perfectionné (aussi appelé microtomographe X), ils ont pu reconstituer les échantillons dans leurs trois dimensions et surtout apprécier leur degré d'organisation interne dans les moindres détails, sans en compromettre l'intégrité. La méthode est en effet non invasive. La forme aboutie et régulière de ces fossiles indique un degré d'organisation pluricellulaire. Ces organismes vivaient en colonies : plus de 40 spécimens au demi-mètre carré ont parfois été recueillis. Ils constituent donc à ce jour les eucaryotes pluricellulaires les plus anciens jamais décrits. En étudiant les structures sédimentaires de ce site remarquable par sa richesse et sa qualité de conservation, les scientifiques ont révélé que ces organismes vivaient dans un environnement marin d'eau peu profonde (20 à 30 mètres), souvent calme mais périodiquement soumise à l'influence conjuguée des marées, des vagues et des tempêtes. Pour pouvoir se développer il y a 2,1 milliards d'années et se différencier à un niveau jamais atteint auparavant, les auteurs pensent que ces formes de vie ont sans doute bénéficié de l'augmentation significative mais temporaire de la concentration en oxygène dans l'atmosphère. Celle-ci s'est produite entre 2,45 et 2 milliards d'années. Puis, il y a 1,9 milliards d'années, le taux d'oxygène dans l'atmosphère a brusquement chuté.

Jusqu'à présent, on supposait que la vie multicellulaire organisée était apparue il y a environ 0,6 milliard d'années et qu'avant, la Terre était majoritairement peuplée de microbes (virus, bactérie...). Cette nouvelle découverte déplace le curseur de l'origine de la vie multicellulaire de 1,5 milliards d'années et révèle que des cellules avaient commencé à coopérer entre elles pour former des unités plus complexes et plus grandes que les structures unicellulaires. Plusieurs pistes de travail sont désormais à creuser : comprendre l'histoire du bassin gabonais et pourquoi les conditions y étaient réunies pour permettre cette vie organisée et complexe, explorer ce site pour enrichir la collection de fossiles mais également comparer l'histoire de l'oxygénation de la Terre à la minéralisation des argiles figurent parmi les plus immédiates. Mais, le plus urgent reste la protection de ce site exceptionnel.

CNRS. Vidéo réalisée par Claude DELHAYE du CNRS.



http://www.dailymotion.com/video/xdxa6d_une-vie-quelque-part-au-gabon_tech?start=5#from=embed



Europe France Affaire BETTENCOURT SARKOZY donne des arguments aux présidents africains

07-07-2010 - L'affaire qu'on doit rebaptiser « affaire Sarkozy/ Eric Woerth » a pris un nouveau tournant depuis les révélations du site Internet « Mediapart ». Une affaire qui fait grand bruit et qui va sûrement constituer des arguments pour les présidents africains qui raffolent de cadeaux.

L'affaire Bettencourt connaît un regain d'intensité, mardi, au lendemain des déclarations de l'ex-comptable du couple de milliardaires lundi après-midi devant la Brigade de répression de la délinquance économique (BRDP), et lundi soir à Mediapart. Claire T. a, en effet, affirmé que Liliane et André Bettencourt avaient régulièrement financé, via des enveloppes contenant des espèces, des personnalités de la droite française, dont Nicolas Sarkozy et l'actuel ministre du Travail, Eric Woerth. Les deux intéressés ont démenti ces allégations mardi matin.

Dans ses révélations, l'ex-comptable du couple Bettencourt évoque notamment un épisode, remontant à mars 2007, mettant en scène Éric Woerth, aujourd'hui ministre du Travail. Celui-ci, alors trésorier de l'UMP, se serait vu remettre, via le gestionnaire de fortune Patrice de Maistre, une somme de 150.000 euros destinée à la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy.

Selon son récit à Mediapart, Patrice de Maistre, gestionnaire de la fortune de la milliardaire de 87 ans et « celui qui s'occupait des politiques », lui a demandé, « fin mars 2007 », de retirer « une somme trois fois supérieure à l'habitude, à savoir 150.000 euros ». L'ex-comptable affirme n'avoir retiré que 50.000 euros, comme le lui permettait son accréditif, remis à Liliane Bettencourt, qui, dit-elle, « a ensuite donné l'enveloppe à Maistre, devant moi ». « Les 100.000 autres euros ont été sortis d'un compte en Suisse à l'initiative de M. de Maistre », selon Claire T., qui poursuit : « Ensuite, Maistre m'a dit qu'il allait très vite dîner avec Éric Woerth afin de lui remettre, discrètement comme il m'a dit, les 150.000 euros. Et le dîner a bien eu lieu très rapidement. » Patrick de Maistre a « contesté formellement » ces déclarations mardi matin.

Y a-t-il une différence entre Sarkozy et les présidents des Républiques bananières d'Afrique ? Certainement pas, ou plus maintenant. Les Africains ont longtemps pensé que la France, République des droits de l'Homme et des leçons de bonne gouvernance était à l'abri de ces genres de scandales. Mais le constat est là, la France est encore secouée par des affaires de sous, mêlant le politique et le monde des grandes fortunes.

Les hommes d'Etat français peuvent-ils se passer des relations juteuses qu'ils entretiennent avec le monde des affaires ? Ce n'est pas du tout sûr, et certainement que Sarkozy n'est pas au bout de ses peines. Que découvriront les journalistes et enquêteurs qui seront tentés de fouiller un peu plus dans les relations du président Sarkozy avec les grandes fortunes de France, surtout avec l'homme d'affaires Christian Bolloré ? Rien de reluisant.

Avec cette nouvelle crise qui éclabousse Nicolas Sarkozy et son gouvernement, les chefs d'Etat du continent noir sont certainement en train de se frotter les mains et de se dire que les Blancs n'ont rien à leur enseigner en matière de bonne gouvernance. Cette affaire offre aux dictateurs africains un chèque en blanc pour continuer à saigner les caisses de leurs Etats et se dire, pour soulager leur conscience, que « Sarkozy aussi le fait », oubliant que Sarkozy ne s'est pas attaqué à la caisse de son pays, mais est accusé de collusion avec le monde des affaires. **Olivier Adja**

LE TEMPS Europe France MEDIAPART, l'ennemi numéro un du camp élyséen

Angélique Mounier-Kuhn samedi 10 juillet 2010



Edwy Plenel. (AFP)

Edwy Plenel pratique un journalisme de combat à la fois admiré et décrié. Les scoops de son site internet ont métamorphosé l'affaire Bettencourt en affaire d'Etat

Cela ressemble à une guerre. Edwy Plenel la vit comme «un sacré bras de fer, celui de David contre Goliath». Pour avoir métamorphosé à coups de scoops ce qui n'était qu'une affaire Bettencourt en affaire Woerth-Bettencourt, puis en affaire d'Etat, son site d'information en ligne, Mediapart, est devenu la bête à abattre pour le camp présidentiel. Depuis que Xavier Bertrand, le chef de l'UMP, a ouvert le feu mardi en dénonçant «un site qui utilise des méthodes fascistes», tout ce que Nicolas Sarkozy compte d'amis zélés entonne des refrains belliqueux. Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la Famille, a évoqué une «collusion - politico-médiatico-trotskyiste». Vendredi, la charge prenait une tournure plus personnelle, la secrétaire d'Etat aux Sports, Rama Yade, fustigeant l'«acharnement» d'Edwy Plenel et son homologue au Travail, Laurent Wauquiez, le dépeignant en «récidiviste de la calomnie».

Des «chiens»

«Il y a déjà eu des périodes de tensions entre pouvoir et médias, comme lorsque François Mitterrand avait parlé de «chiens» lors du suicide de Pierre Bérégovoy. Mais les choses n'avaient jamais été dites aussi brutalement qu'aujourd'hui», relève Jean-Marie Charon, sociologue des médias. «Traiter de fasciste un média tout simplement parce qu'il fait son travail de journaliste? C'est d'une gravité exceptionnelle!» s'emporte Jean-François Kahn, fondateur de Marianne. «C'est indigne. En cherchant à discréditer une source parce qu'elle provient d'un site internet, on veut discréditer le porteur de mauvaises nouvelles», assène Pierre Haski, le cofondateur de Rue 89, un site concurrent – «mais dans la cordialité» – de Mediapart. Les syndicats de la presse hexagonale dénoncent «les outrances des propos, les insultes, les menaces» (pour le SNJ) et se déclarent «solidaires» de Mediapart (pour le Spiil). Si la profession fait bloc derrière le site, qui a déposé plainte pour diffamation contre Xavier Bertrand, son fondateur a toujours intrigué ses pairs. Le journaliste à l'œil cajoleur et la moustache en brosse a une trentaine d'années lorsqu'il se fait un nom en déterrando, pour Le Monde, les affaires les plus sordides de l'ère Mitterrand (Irlandais de Vincennes, Rainbow Warrior). Ces enquêtes lui vaudront d'être la personne la plus surveillée par la cellule d'écoutes téléphoniques mise illégalement en place par l'Elysée entre 1983 et 1986.

Plume leste

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Depuis cette époque, l'ancien militant de la Ligue communiste révolutionnaire, qui a passé son enfance en Martinique et son adolescence en Algérie, fascine par son opiniâtreté autant qu'il attise les haines. Son passé trotskiste, narré dans *Secrets de jeunesse* – un des nombreux ouvrages de cette plume leste – dérange. Et l'idée que l'on se fait de lui à Paris va «de la légende noire du complot trotskiste au chevalier blanc de l'investigation», ainsi qu'est sous-titrée une biographie parue il y a deux ans. En 2003, La face cachée du «Monde» avait brossé le binôme qu'il formait avec Jean-Marie Colombani à la tête du journal depuis 1996, en manipulateurs cyniques prompts à l'abus de pouvoir. Le brûlot consacrait un chapitre au «faux scoop de Panama», une enquête dans laquelle Edwy Plenel affirmait détenir les preuves d'un financement du Parti socialiste français par Manuel Noriega. Elles étaient fausses.

En 2004, le tandem se fracasse sur les difficultés économiques de l'empire médiatique qu'est devenu Le Monde. Edwy Plenel quitte la rédaction un an plus tard. Fin 2007, avec trois confrères, il se réinvente dans l'aventure Mediapart, qui fait le pari d'une offre éditoriale de qualité, en ligne et payante. Un peu plus de 4 millions d'euros sont levés par étapes pour tenir en attendant la rentabilité, visée pour 2012, avec 45 000 abonnés. Le site en compte aujourd'hui 30 000, grâce à un bond de 5000 en juin. «A l'époque, personne n'y croyait, se souvient Jean-Christophe Féraud, chef de la rubrique médias aux Echos. On disait que c'était un truc d'ego. Avec la reconnaissance publique, Mediapart est à un tournant historique. Pour la première fois, il est pris au sérieux.»

«Utile à la France»

S'il n'est plus lui-même sur le terrain, Edwy Plenel a remis l'investigation au goût du jour: la moitié de sa rédaction – 25 journalistes hypermotivés – tire les fils de l'affaire Bettencourt. Edwy Plenel, lui, théâtralise: éditos, interviews, il est sur tous les fronts et rend coup pour coup. «Le travail de Mediapart est utile à la France, salue Laurent Joffrin, le directeur de Libération. Mais attention, on ne connaît pas le fin mot de l'histoire.» Philippe Cohen, rédacteur en chef du site Marianne2 et coauteur de la Face cachée du «Monde», salue aussi la besogne de ses confrères. «Mais je ne partage pas ce discours emphatique sur la signification de l'affaire.» «Edwy Plenel est de cette gauche «pure», très intolérante, relève Jean-François Kahn. Et il a toujours dit qu'il concevait Mediapart pour résister au pouvoir de Sarkozy.»

Un Don Quichotte agaçant. «Mais en réalité, ces gens-là font ce que les autres ne font plus. Ils sont les seuls à aller regarder derrière le miroir», confie un confrère admirateur. Edwy Plenel, lui, dit qu'il ne fait que «son travail».

LE TEMPS Europe Régulation Appel à taxer les transactions financières

samedi 10 juillet 2010 - Paris et Berlin demandent à l'Union européenne d'agir

Les ministres des Finances français et allemand ont écrit vendredi à leur homologue belge, dont le pays préside l'Union européenne (UE), pour encourager la création d'une taxe mondiale sur les transactions financières. Paris et Berlin n'avaient pu convaincre le G20, à Toronto fin juin, d'en discuter. Ils réfléchissent à l'introduire au seul niveau de l'UE. Mais certains pays, la Grande-Bretagne en tête, sont hostiles à cette idée, redoutant qu'elle ne provoque des délocalisations des transactions vers d'autres régions.

MO5 TOGO Alimentation Appui de l'ambassade de France au Togo pour la lutte contre la malnutrition dans les savanes

9 juillet 2010 - **L'ambassade de France au Togo vient d'allouer un financement de 150.000 euros soit environ 98.250.000 F CFA à l'UNICEF-Togo pour «le projet d'intervention post urgence dans la région des Savanes». L'information a été rendue publique ce matin au cours d'une conférence de presse organisée à l'hôtel Ibis de Lomé en présence de l'Ambassadeur de France au Togo M. Dominique Rénaux et du représentant de l'UNICEF au Togo Mme Viviane Van Steirteghem.**

D'une durée de douze mois, ce projet vise à contribuer à la prise en charge d'environ 26.000 enfants malnutris dans la région des Savanes au niveau des centres de réhabilitation nutritionnelle et au niveau communautaire à travers quatre activités clés:

- Doter les formations sanitaires et les villages communautaires d'aliments thérapeutiques, équipements complémentaires de nutrition et en matériels de collecte des données ;
- Dépister et prendre en charge les enfants malnutris aigus de moins de cinq ans à travers un dispositif étendu et renforcer la réhabilitation nutritionnelle au niveau des formations sanitaires et au niveau communautaire ;
- Former des agents de santé dans la région des Savanes sur le protocole de prise en charge de la malnutrition aigue ;
- Développer et renforcer les activités essentielles en nutrition dans les centres de santé et au niveau communautaire.

La crise socio-politique et économique qu'a connue le Togo pendant près de 15 ans, a engendré un plongeon de tous les indicateurs sociaux dont ceux de la santé. Aujourd'hui, plus de 6 personnes sur 10 vivent en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 2 dollars par jour, 100 enfants togolais sur 1000 meurent avant leur 5ème anniversaire et la malnutrition est associée à un bon nombre de décès. Cette mortalité infantile pourrait être évitée grâce à des interventions simples et si les parents connaissent les bonnes pratiques nutritionnelles.

Suite à l'enquête MICS réalisée en 2006, déclarant le Togo en situation d'urgence nutritionnelle, des interventions conduites par le gouvernement togolais et ses partenaires dont l'UNICEF, ont permis de réduire le taux national de malnutrition aigue de 14,3% à 7,3% au niveau national. Le taux d'allaitement maternel exclusif est passé de 28% en 2006 à 52% en 2009.

Dans les trois régions les plus affectées, environ 47.000 enfants de moins de 5 ans souffrent encore de malnutrition aigue dont 11.500 sévères. Dans la région des Savanes, où 90 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, la menace d'une crise alimentaire et nutritionnelle est réelle et le risque d'aggravation est déjà palpable sur le terrain.

mo5-togo.com

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Blanchiment Togo 50 000 euros de l'AFD au groupe Banque atlantique contre le blanchiment des capitaux

samedi 10 juillet 2010 - L'Agence française de développement (AFD) a octroyé, au groupe Banque atlantique, une subvention de 50.000 euros, soit 33,8 millions de FCfa, pour la lutte contre le blanchiment d'argent et dont la convention a été signée jeudi dans la capitale togolaise, a-t-on appris vendredi auprès de cette institution bancaire. Les documents ont été signés par le directeur de l'AFD au Togo, Yves Picard, et le directeur général du Groupe Banque atlantique Charles Kié.

Cette facilité non remboursable est apportée au titre de la " Facilité de renforcement des capacités de gouvernance" pour renforcer les dispositifs de lutte au sein du Groupe Banque atlantique contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. "Les questions de lutte contre le blanchiment des capitaux sont des questions cruciales", a relevé M. Kié, indiquant que la préoccupation est de porter le Groupe Banque atlantique aux meilleurs standards internationaux.

Le Groupe Banque atlantique est présent dans sept pays de l'Afrique de l'Ouest et dans un seul en Afrique centrale. Il vient de passer le cap de 1,5 milliard de dollars de bilan et a injecté plus de 75 millions de dollars de fonds propres pour renforcer le capital de l'ensemble des banques du groupe. **Xinhua**

Les Afriques Coopération Togo Le pays recevra 39 millions de \$

11-07-2010 - Si tous les observateurs se sont accordés sur la recherche d'un compromis, quitte même à forcer un peu la main aux récalcitrants, au nom de la protection et du renforcement de la reprise, le sommet du G20, qui s'est achevé dimanche 27 juin à Toronto, n'a pas totalement occulté l'aide aux pays en développement.

Le Togo recevra 39 millions \$ pour la mise en place d'initiatives destinées à accroître la production, développer l'irrigation et renforcer les réseaux de commercialisation de l'aide américaine.

En effet, la Maison Blanche a publié, dimanche 27 juin, un communiqué rappelant les efforts déployés par le président Barack Obama pour garantir la sécurité alimentaire, avec une aide immédiate de 224 millions \$ octroyée à des Etats qui soumettront des projets innovants.

**Diaspora Moins Suspecter la Démocratie et Mieux Mobiliser les Raisons**

Pierre S. Adjété Québec, Canada 7/11/2010

Le défi d'un Togo d'avenir est assez élevé. Être à la hauteur du Togo aujourd'hui, exige une présence et un engagement sans équivoque et sous plusieurs raisons. Une telle exigence ne relève pas du domaine de l'impossible. Elle tient à la bonne foi, à la volonté politique, au Grand Pardon et au savoir-faire méthodique, diligent et courageux. Il est pratiquement impossible d'imaginer une autre issue rationnelle au Togo. Heureusement, il y a bien longtemps que gouverner est un art devenu rationnel -s'enseignant même comme métier pratique, pour s'affranchir des seules tentations partisans inopportunes et des improvisations circonstancielles intempestives uniquement. Le temps est bien arrivé d'assumer le Togo d'avenir; le temps est venu de mobiliser les raisons au Togo pour y réussir à mobiliser ensuite les cœurs et les gens.

Partout, il y a modernité dans la gouvernance publique. La modernité de la gouvernance publique prend sa source dans les insatisfactions facilement justifiables et le désir ardent de mieux faire, le culte du résultat concret et mesurable en termes d'adhésion non partisane et la suprématie de l'éthique publique en plus. Une telle modernité se nourrit de l'audace du dépassement et de l'autorité de la raison; cette modernité se développe ainsi au moyen d'une raison élargie et ouverte, une raison démocratique et participative, c'est-à-dire une raison non imposée, non aliénée, non sectarisée et non réduite.

Dès lors et en rapport avec la Terre-de-nos-Aïeux, c'est à l'intérieur des contraintes mêmes de la société togolaise qu'il faut concevoir et réaliser chacun de ses pas pour son avancée, chacune de ses conquêtes quotidiennes pour son salut. Gouverner le Togo aujourd'hui revient à l'optimiser au meilleur des Togolais et non à leur évitement; gouverner le Togo aujourd'hui c'est l'agiliser afin de l'extraire, au mieux, de son état quasi-végétatif sans en briser tous les ressorts. Un pays qui ne bouge pas et ne soulève plus l'enthousiasme de ses propres citoyens est un pays du passé, un pays bien éloigné de la gouvernance moderne, c'est-à-dire un pays végétatif, apathique et indolent. Nul n'aimerait son pays dans cet état.

Il s'agit véritablement pour les dirigeants du Togo, Faure Gnassingbé en particulier, de donner un sens moins suspect à la démocratie elle-même, moins étiqueter la démocratie en somme. Par la suite, il pourra féconder ses pensées et ses actions loin du conservatisme ambiant et avec une audace démocratique raisonnée et sans dol.

C'est bien là l'éthique républicaine qui toujours fonde nos attentes répétées. Mieux encore : « C'est bien là de nos cœurs, le plus ardent désir » nous dit l'hymne national du Togo. Et, parce qu'une philosophie unique, aussi puissante soit-elle, ne peut faire un pays d'avenir toute seule et à son seul rythme, ceux qui ont la responsabilité de gouverner le Togo se doivent d'avoir des repères et des perspectives clairement lisibles et identifiables de partout et par tout le monde.

Assumer le Togo... du Défi Éthique au Bréviaire Faure

Encore une fois, c'est notre conviction qu'il faut désormais assumer le Togo. Faure Gnassingbé doit assumer le Togo autrement. En quoi faisant? Eh bien, en se donnant un bréviaire audible, lisible, visible, sensible et reconnaissable. Un bréviaire autre que celui qu'il a utilisé jusqu'à maintenant, un bréviaire différent et meilleur, par exemple un bréviaire neuf à neuf points d'actions, de résultats et de raisons, spécialement un bréviaire Faure démocratique comme celui-ci :

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

1. Communiquer et être en contact direct avec les Togolaises et les Togolais ainsi que ceux qui contestent le pouvoir;
2. Favoriser et soutenir la délibération démocratique dans un espace public sain doté d'une presse indépendante;
3. Professionnaliser et rendre l'administration publique efficace et indépendante des allégeances et des partisans politiques;
4. Concevoir et partager un idéal commun, rassembleur et respectueux de tous les citoyens du Togo;
5. Proscrire et bannir la violence tout comme le recours à la force et à l'humiliation de la vie politique du Togo ainsi que dans les rapports entre les citoyens et tous les détenteurs de pouvoirs;
6. Libérer les prisonniers politiques ainsi que les prisonniers d'opinion au Togo;
7. Redonner la fierté aux Togolaises et aux Togolais en suscitant en eux l'enthousiasme du Togo ainsi que leur participation au développement du pays;
8. Réunir les deux solitudes togolaises et valoriser réellement la diaspora togolaise;
9. Gouverner et gérer par responsabilisation et par résultats.

Ainsi donc, assumer le Togo reste un défi éthique d'avenir qui ne peut plus tarder d'être clairement énoncé et relevé, un défi distinctement annoncé, partagé, réalisé, évalué et célébré... collectivement. Le Togo le mérite largement de tous ses dirigeants et de ses enfants que leur regard soit réellement tourné vers l'avenir avec un enthousiasme certain.

Certes, la philosophie de l'histoire est séduisante et très tentante. Cette approche se dégage d'ailleurs comme la dominante de l'action politique de Faure Gnassingbé. Sauf que la philosophie de l'histoire demeure irrationnelle par essence et peu évolutive, voire même très conservatrice et redondante par nature.

Faure Gnassingbé ne peut plus baser sa politique sur la philosophie de l'histoire pour mobiliser les gens, les ramener à une vision unique, à un parti politique fédérateur, etc. Il risque de ne se retrouver qu'avec les conservateurs de son camp, les laudateurs incertains et sans conviction ni projet ainsi que les aigris des partis politiques adverses. Tout cela est le portrait de la petite politique, l'ordinaire et le passé d'un Togo qui se doit d'être propulsé ailleurs, dans la diversité des raisons politiques, dans la fertilité de l'adversité.

Il tarde au Togo de toujours attendre son redémarrage par tous ses citoyens. La situation créée par la facilité de la philosophie de l'histoire est réellement celle d'un pouvoir qui, au lieu d'être ouvert, se referme progressivement sur lui-même en ne comptant que les victoires gagnées par lassitude et conflit des adversaires; la situation créée par la facilité de la philosophie de l'histoire est effectivement celle d'un État toujours frileux de la démocratie et qui fini par faire écran au Togo en empêchant tous les Togolais d'accéder à leur pays, de le réaliser et de l'enrichir de leur différence.

C'est pour tout cela qu'il urge de corriger cette philosophie de l'histoire en mobilisant toutes les raisons au Togo. Car il devient clairement irrationnel et difficilement acceptable de conserver tout un pays à l'abri et hors de portée de ses citoyens. Le Togo ne peut plus demeurer rien qu'un rêve pour une partie de sa population, quelle que soit cette partie de Togolaises et de Togolais.

Mobiliser les raisons au Togo évitera, particulièrement au pouvoir exécutif et au pouvoir administratif, de surprotéger le Togo et d'empêcher les Togolaises et les Togolais de faire leur pays. C'est bien là assumer un Togo moderne.

Assumer le Togo consiste véritablement à mobiliser les raisons, toutes les raisons disponibles dans le grand

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

espace public togolais. Assumer le Togo c'est bien user d'un bréviaire à large spectre qui permet d'interpréter et de retranscrire le Togo dans la modernité et à l'encre indélébile d'un avenir original et motivateur. Assumer le Togo c'est indubitablement se donner les moyens de rester connecter aux traits constants de l'enthousiasme des citoyens sans renoncer à l'effort continu pour y parvenir et en maintenir l'éclat.

Tout ceci peut et doit se tracer avec un large consensus dans ce Togo, à Lomé même la capitale du pays, dans la bonne foi, à moindre coût politique, à forte valeur ajoutée républicaine.

Le Togo en est à cet ardent désir d'avenir, là, maintenant, aujourd'hui.

11 juillet 2010

(Fin de la Coupe du Monde 2010 de football en Afrique du Sud)



Diaspora 50 ans de francAfrique Journées de réflexion et de mobilisation en Caroline du Nord aux Etats unis

8 juillet 2010 - Les ressortissants des pays d'Afrique francophone résidant aux États-Unis et CMAF-Togo en collaboration avec la Plateforme Panafricaine et MoLiTo à Paris organisent une journée de réflexion sur les 50 années de relations entre la France et l'Afrique à l'occasion du 14 Juillet 2010. Voici en effet 50 ans que nos pays d'Afrique ont obtenu leur indépendance de la France. Longtemps après ces événements qui devaient marquer la libération totale du continent noir, la métropole d'en tant a développé une nouvelle relation appelée FrancAfrique avec tous les malheurs dont nous sommes d'éternelles victimes. Aujourd'hui l'heure de la grande mobilisation pour la libération totale du continent Africain a sonnée. Ne rater pas ce rendez-vous historique.

Lieu : Marriott Hotel Downtown Greensboro, 304 N. Greene Street, Greensboro, NC 27401

Date : Samedi 17 Juillet 2010

Heure : 10h00 - 13h00 Eastern Time (Heure de New York et Washington, DC)

Grace a Time Warner Cable, la rencontre sera retransmission en direct sur le site internet <http://www.cmaftogo.com> pour les compatriotes de par le monde qui ne pourrons pas faire le déplacement de Greensboro partir de 14h00 T.U. ou 16h00 heure de Paris.

Programme

10:30 Exécution des hymnes nationaux

10:40 Mot de Bienvenue du Comité d'organisation

10:50 Mot des délégations de pays représentées

11:00 : Pause vidéo

11:15 : Mot de Bienvenue Stream live de l'Invité Surprise du FRAC (Togo)

11:25 : Intervention Stream live de la Plateforme Panafricaine depuis Paris.

11:45 Exposé-Débat : Thème : Le Rôle de la Diaspora Africaine dans la Démocratisation des Pays Africains : cas du Togo, Gabon, Tchad, et Congo (Conférencier : Dr. Moussa Issifou)

12:45 : Mot de Clôture du Comité d'organisation suivie de rafraichissement.

Note : En prélude à cet événement, une lettre officielle sera remise au Président de la République Française par le biais de la représentation diplomatique de la France a Washington le Vendredi 16 juin 2010.

Pour tout renseignement, contacter :

Issifou Moussa (001)-336 255 1870

ou Farouk Banna au (001)-336 255 0107

ou par e-mail a contact@dontvotefaire.com

**Diaspora Grande rencontre de la diaspora togolaise les 24 et 25****Juillet 2010 à Bruxelles**

4 juillet 2010 - **GRANDE RENCONTRE DE LA DIASPORA TOGOLAISE**

Les 24 et 25 Juillet 2010 à Bruxelles (BELGIQUE)

Salle LEFANAL : 6 rue STALLAERT 1180 Uccle-Bruxelles

LE TOGO NOTRE BIEN COMMUN A TOUS**Quels défis à relever pour une Refondation Démocratique et Républicaine du Togo ?****Programme****Samedi 24 Juillet 2010****Première Partie**

8h30 - 10h00 : Accueil des participants

- Enregistrement des participations - Remise des badges et des dossiers 10h00 - 11h00 : Discours d'accueil du Coordinateur Général
- Programme des deux journées de la grande rencontre de la diaspora togolaise
- Un an du CMDT : le bilan (les idéaux, les étapes d'évolution, les résultats) 11h00 - 12h00 : Rencontre avec la diaspora togolaise, une diaspora plurielle.
- Des personnes ressources fières des actions menées dans nos différentes structures, témoignent.
- Ces témoignages appellent des échanges.

12h00 - 13h00 : La parole est aux invités (société civile, institutions, partis politiques)

13h00 - 14h00 : Déjeuner

Deuxième partie

14h15 - 15h15 : Une Séance Plénière introductive sur le thème principal choisi :

Le Togo notre Bien commun à tous ! Pourquoi et comment ?

15h20 - 15h30 : Constitution de 3 Ateliers et explication sur la méthodologie qui doit leur être commune en s'articulant sur : l'état des lieux ; l'analyse et les solutions.

15h30 - 17h00 : Travaux en Ateliers

- Atelier 1 : La diaspora Togolaise est-elle discriminée ? *
- Atelier 2 : une refondation démocratique et républicaine du Togo est-elle possible ?**
- Atelier 3 : Notre organisation commune et le financement permanent de nos actions ***

17h00 - 17h15 : pause-café

17h20 - 19h00 : Séance Plénière de restitution

- Partage des propositions des ateliers

- Echanges de 10 mn par atelier

19h00 - 19h15 : Conclusion de la première journée et perspectives

Dimanche 25 Juillet 2010

8h30 - 9h30 : Accueil des participants absents la veille

- Enregistrement des participations - Remise des badges et des dossiers

9h30-10h00 : Séance plénière : Bilan de la première journée et perspectives

10h00 - 12h00 : Osons inventer l'avenir du Togo, notre bien commun à tous

- Quelle dynamique pour le 2ème congrès du CMDT ?
- Les défis ; les modalités ; le lieu ; la préparation ; l'organisation

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

12h00 - 12h30 : Résolutions, conclusion et perspectives
12h30 - 13h30 : Déjeuner
14h00 : Fin des travaux de la grande rencontre de la diaspora togolaise
Contact tél. : (0033)-681-107-432

Conditions de participation :

- ▶ Inscription obligatoire sur le site du CMDT (suivre le protocole et bien préciser que l'inscription concerne la grande rencontre de la diaspora togolaise à Bruxelles,
- ▶ ou auprès de vos coordinateurs et/ou personnes ressources de votre pays d'accueil.
- ▶ Participation aux frais : 75 euros d'inscription par personne, donnant droit au badge, aux documents de travail et aux repas (le petit déjeuner d'accueil le premier jour, les deux repas de midi les 24 et 25 juillet, ainsi que les boissons lors des pauses café).
- ▶ Pour les membres du CMDT à jour de leur cotisation, cette participation est réduite à 65 euros.
- ▶ Le règlement des frais peut se faire par paiement sécurisé par carte bancaire sur le site du CMDT (laisser vous guider) ou par virement bancaire ou par chèque français libellé au nom de GPSTOGO-CMDT et adressé au Trésorier Gabriel TEVI, 81 rue Général LECLERC 59320 Haubourdin FRANCE.
- ▶ Hébergement non compris est à la charge de chaque participant. Cependant le CMDT a négocié des prix préférentiels (65€ en simple au lieu de 120€ et 75€ en double au lieu de 130€, petit déjeuner compris) avec l'hôtel CAPITAL non loin du lieu de la rencontre.

Si vous appelez par vous-même, veuillez signaler comme références Conseil Mondial n° de confirmation 1470.

(HOTEL CAPITAL : chaussée de Vleurgat 11 B61050 Bruxelles (BELGIUM))

Tél. (0032)-026466420 Fax : (0032)-026463314 ;

E mail : info@hotelcapital.be



Diaspora Conférence sur l'éducation au Togo

8 juillet 2010 - La World Togolese Foundation organise en collaboration avec ses partenaires un symposium sur l'Education au Togo du 17 au 18 Septembre 2010 à Atlanta (Etats-Unis).

L'objectif poursuivi est d'apporter une prise de conscience sur l'état de l'éducation en général, de l'éducation primaire en particulier dans les zones rurales du Togo et des infrastructures scolaires dans ces zones, et ensemble avec la participation d'éducateurs, d'experts et d'officiels, réfléchir à des solutions et élaborer un plan d'action afin de mieux servir les communautés défavorisées.

Rendez-vous donc à Atlanta.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Droits Homme Togo vers la ratification de la convention contre la disparition forcée

samedi 10 juillet 2010 - Le gouvernement togolais a adopté, vendredi, un avant-projet de loi autorisant le pays à ratifier la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre la disparition forcée, adoptée à New York en décembre 2006.

Selon un communiqué officiel, l'avant-projet de loi a été examiné et adopté en Conseil des ministres présidé par le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé.

"C'est une réalité que les disparitions forcées sont une atteinte grave à la vie", a expliqué le gouvernement dans le communiqué, ajoutant qu'elles "constituent, dans certaines circonstances, des crimes contre l'humanité".

Pour le gouvernement togolais, la ratification de cette convention parle Togo "sera la confirmation de la volonté politique d'assurer la protection du droit à la vie, de lutter efficacement contre les disparitions forcées et de renforcer la collaboration avec les mécanismes de contrôle".

L'autorisation de ratification de la convention pour la protection de toutes les personnes contre la disparition forcée intervient à un moment où le Togo est en plein processus de réconciliation nationale.

Une Commission Vérité Justice et Réconciliation est mise en place à cet effet et est chargée de faire la lumière sur les actes de violence à caractère politique commis entre 1958 et 2005 et de proposer des mesures et modalités d'apaisement. **Xinhua**

Économie Téléphonie Mobile Course à l'innovation



Publié le 08/07/2010 - L'opérateur Moov (groupe Etisalat, Emirats arabes unis), dont la licence avait été suspendue pendant cinq mois pour non paiement de sa licence, a repris ses activités en début d'année. En six mois, la société affirme avoir séduit 700.000 abonnés, soit davantage que le portefeuille de clients dont elle disposait avant la fermeture provisoire.

Moov assure que ce succès est le résultat d'un cocktail associant offres promotionnelles, grosse campagne de pub et investissements dans la modernisation du réseau.

L'opérateur a annoncé mercredi le lancement de nouveaux produits dont une clé pour accéder à internet en illimité à 35.000 FCFA par mois.

Proposée en Edge, le débit est très inférieur à la 3G qui de toute façon n'est pas encore disponible au Togo ; donc un frein pour les contenus multimédias.

Les concurrents comme Togo Cellulaire et Helim proposent également des accès internet par cette technologie.



Economie Transport Aérien Brussels Airlines reprend les vols de la Sabena sur Lomé

Lomé - Pana 11/07/2010 - Lomé, Togo- La compagnie belge de transport aérien, Brussels Airlines a inauguré vendredi la reprise de la desserte de la capitale togolaise, Lomé, a constaté la PANA.

Pour son vol inaugural, Brussels Airlines avait débarqué dans la capitale togolaise 200 passagers dont une délégation de sénateurs et hommes d'affaires belges en quête d'opportunités d'affaires au Togo.

La reprise de cette desserte, qui sera marquée par deux vols hebdomadaires en direction de la capitale togolaise, intervient neuf ans après l'annulation de cette itinéraire dans le programme des vols de l'ex compagnie belge, Sabena, en proie à des difficultés commerciales.



Finances Escroquerie Togo suspension des activités de ReDeMARE

samedi 10 juillet 2010 - Les autorités togolaises ont décidé vendredi la suspension des activités d'une société de placement de fonds à fort taux d'intérêt soupçonnée d'escroquerie, selon un communiqué officiel. Le Réseau de développement de la masse sans ressources (ReDeMARE), bénéficiant d'une autorisation en vue de la distribution des produits de consommation et des prestations de services sociaux, se livre plutôt à des opérations de finance et de micro finance. Pour un placement de 470.000 F CFA, l'adhérent obtiendra 75.000 F CFA chaque mois. Quelque 50.000 adhérents sont déjà dénombrés. Le Conseil des ministres a décidé de suspendre provisoirement les activités de ReDeMaRe en vue de trouver « une solution acceptable » pour les adhérents, faisant état de « risque très important d'escroquerie » pour la population. Le gouvernement a annoncé que des dispositions urgentes seront incessamment prises afin de préserver les dépôts des adhérents et procéder à leur remboursement. « Les mêmes dispositions sont sur le point d'être prises à l'encontre d'autres réseaux opérant sur le territoire nationale et dont les activités sont similaires à celles de ReDeMaRe », dit le communiqué. Le ministre togolais de la Justice Kokou Tozoun a fait état d'une « nébuleuse qui vend des produits extraordinaires à des taux mirobolants », ajoutant que le gouvernement veut prendre toutes ses responsabilités face à cette situation. **Xinhua**



Finances Escroquerie Institutions financières suspectes au Togo

Lomé - Pana 11/07/2010 - Lomé, Togo- Le gouvernement togolais a décidé la suspension « sans délai » des activités du Réseau pour le Développement de la Masse sans Ressources (RéDéMaRe), opérant depuis près d'un an dans le secteur de la Microfinance au Togo, indique un communiqué officiel parvenu à la PANA. Le gouvernement reproche à ladite société de se lancer dans des activités financières, sans agrément du ministère de l'Economie et des Finances, alors qu'elle est enregistrée au ministère du Commerce comme une structure œuvrant dans le domaine de la « distribution de produits de consommation et prestations diverses ». Les agences implantées par la société sur le territoire national ne désespèrent pas, en raison du taux d'intérêt culminant à 212% qu'elle sert à ses 50.000 épargnants en natures (vivres, bons de carburant) ou en espèces, selon l'option choisie. Le Directeur de la société, Esso SAMA, sommé, dans un premier temps, de se conformer aux activités officiellement déclarées, affirme que « les 212% servis à ses clients se justifient, en raison du bénéfice qu'il tire de ses propres investissements dans le secteur du bâtiment et travaux publics. Le gouvernement, qui perçoit à travers cette activité une ressemblance étrange avec les opérations à l'origine de la crise financière aux USA et dans les pays voisins, entend mettre sous scellé toutes les agences de la société, évaluer les dépôts des clients et procéder à leur remboursement. Selon le ministre de la Justice, Biossey Kokou TOZOUN, qui intervenait sur les ondes de la télévision nationale, « il faut aider les populations à ne plus croire à des chimères », faisant allusion à la ruée vers ces institutions par une population réduite à la précarité. L'affaire RéDéMaRe, qui continue de défrayer la chronique notamment à Lomé, inquiète des institutions similaires en activité sur le territoire togolais et auxquelles le gouvernement promet de s'attaquer dans les jours à venir.



Indépendances 50 ans de dépendance



http://www.togacity.com/article.php3?id_article=5680

9 juillet 2010 - Clip vidéo de Smockey

Réal : Gideon Vink / Manivelle Productions



Indépendance REPORTAGE - TOGO histoire d'une indépendance



Publiée le 11/07/10

http://www.dailymotion.com/video/xdzuq2_reportage-togo-histoire-d-une-indep_news

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

MO5 TOGO Médias-Presse La foudre dégingle les installations de Radio DAWUL, FM 88.7 de Bassar

9 juillet 2010 - **Tout va de mal en pis pour Radio DAWUL, cette voix de Bassar qui donne un peu d'air de liberté aux populations de cette localité. Le dimanche 04 juillet 2010 à la suite d'une anomalie dans la fourniture du courant électrique à l'annonce d'un orage, une grande partie du matériel de la radio a été touchée. L'émetteur de 500 watts, la table de mixage et les ordinateurs ont été gravement endommagés.**

Depuis une semaine, la voix de Bassar s'est éteinte. Les techniciens sont à pied d'œuvre pour la remettre rapidement en marche. C'est la deuxième fois sur les 8 ans d'existence que la Radio Dawul connaît ce genre de sinistre.

Radio Dawul, considérée comme proche de Kofi Yamgnane et du FRAC est la bête noire du régime dans le Bassar. Ces employés sont souvent harcelés et pendant la présidentielle, les communiqués de radio doivent passer impérativement devant le préfet et le président du tribunal de première instance 2ème classe de Bassar, avant d'être lus.

mo5-togo.com



La revue de presse du 05 au 10 juillet 2010

Samedi 10 juillet 2010 par [Déo KOMI](#), [© AfriSCOOP](#)

(AfriSCOOP Lomé) — La grogne de la population par rapport à la dernière hausse du prix du carburant, les syndicats du Togo entre légitimité et efficacité, le choix des tribunaux par Gilchrist Olympio au lieu du congrès qu'il dit vouloir organiser et la dissolution de l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS) sont les principaux sujets abordés par les journaux togolais cette semaine.

A la fin de la semaine dernière, les conducteurs de taxi ont observé une journée morte pour protester contre la dernière hausse du prix du carburant. Parlant de la grogne de la population par rapport à cette hausse du prix du carburant, « **Actu Express**, n°106 du 6 juillet 2010 » titre à la une : « **Augmentation du prix du carburant : le RPT et Gilchrist Olympio face au déchaînement des colères** » et écrit : « Malaise sociale, hausse exorbitante du prix des produits pétroliers, arriérés de primes des agents du personnel soignants, interminable feuilleton d'inondations... trois mois après la réélection de Faure Gnassingbé, un mois après la signature d'un accord de partage du pouvoir entre le Rassemblement du Peuple Togolais et la branche Gilchrist Olympio de l'Union des Forces de Changement, ayant vocation de soulager les peines des populations, les deux partis fortement représentés au gouvernement doivent faire face à un déchaînement de colères des populations. La fin des illusions ».

Eu égard à cette malaise sociale « **Forum de la Semaine**, n°733 du 06 juillet 2010 » sort un dossier qu'il titre en manchette : « **Crise pour crise et les acteurs politiques malgré eux : Faure Gnassingbé est-il en train d'entrer ou de rater son entrée dans l'histoire ?** ». Suite à cette interrogation, il écrit : « Après l'élection présidentielle du 04 mars 2010, Faure Gnassingbé, arrivé au pouvoir en 2005 dans des conditions plus que douteuses, disposait de tous les atouts pour reprendre en mains la gouvernance du pays qui semblait lui avoir totalement échappé lors de son premier mandat au profit des va-t'en guerre de sa famille politique aussi polluée que la lagune de Lomé. Dans n'importe quel pays au monde, un président de la République élu au suffrage universel avec plus de 60% des voix devrait avoir des coudées franches pour gouverner. A côté de nous, l'actuel président de tous les Ghanéens n'a été élu qu'avec une majorité de 50,03% des suffrages exprimés. Cela a suffi pour qu'il gouverne avec la légitimité et toute l'autorité liées à la fonction présidentielle. Il est vrai que le nouveau Président du Ghana ne traîne pas derrière lui les casseroles qui résonnent à chacun des pas que posent tous ceux qui incarnent le système RPT ».

Et revenant sur la hausse du prix du carburant, la même parution titre en couverture : « **Dernière hausse du prix des carburants et gestion opaque de la chose publique : De la nécessité pour le gouvernement de dire la vraie vérité au peuple** » et relève : « Avec la crise sociale née des nouveaux tarifs du carburant à la pompe, la gestion calamiteuse qui se fait dans le secteur pétrolier s'invite de plus belle dans le débat national. Le mode de gouvernance politique et économique caractérisé par la corruption, le vol et le détournement des deniers publics, mis en place par le système RPT et, ce depuis plus de 40 ans de règne sans partage est à plus d'un titre en train de montrer ses failles ».

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Quant au « **Correcteur**, n°165 du 05 juillet 2010 » qui cite Patrick Lawson, 1er vice-président de l'UFC, selon qui « Le pouvoir ne peut pas acheter l'essence à 299 F et le vendre à 560 F aux Togolais, c'est inadmissible », titre en manchette : « **Quinzième marche de protestation du FRAC : Jean-Pierre Fabre pour une jonction du mouvement social au mouvement politique du FRAC** » et écrit : « Les travailleurs se sont levés parce qu'ils disent qu'il y a longtemps qu'on les méprise et de plus le gouvernement a augmenté les prix du carburant. Vous savez comment fonctionne ce gouvernement. Ils disent qu'ils ont fait un rabais de 20 F. C'est là encore une insulte envers les populations et personne ne doit être d'accord. Nous devons encourager nos frères qui font aussi la lutte sociale. La manière dont ils ont respecté le mot d'ordre de grève du vendredi reconforte plus ».

Par rapport à ce mot d'ordre « **Forum de la Semaine**, n°732 du 05 juillet 2010 » titre en manchette : « **Lomé était une ville morte le vendredi passé** ». Indiquant que l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) annonce de nouvelles mesures, il précise : « Circulation routière clairsemée, juste quelques véhicules personnels en vue, quelques va-et-vient isolés de véhicules, de taxis et de taxi-motos : l'ambiance sur les routes de Lomé était particulièrement « morose » le vendredi 02 juillet passé, en dépit de la levée, « à la dernière minute », de la grève annoncée par les syndicats, grève prévue initialement pour protester contre la récente hausse des prix du carburant. L'ambiance dans l'administration publique et dans le secteur privé n'était pas non plus celle des grands jours ».

Mais qualifiant d'opportunisme politique l'appel de Jean-Pierre Fabre à la jonction du mouvement politique du FRAC à celui social, « **Temps Nouveaux**, n°117 du 06 juillet 2010 », journal proche du pouvoir titre en manchette : « **La grogne sociale échappe à la récupération malsaine** » et relate : « La dernière fois, c'était le mouvement de grève lancé par certaines centrales syndicales au sujet de l'augmentation du prix des produits pétroliers. Une fois encore, le FRAC de Jean-Pierre Fabre avait tenté d'intoxiquer les masses en dressant des jeunes casseurs. Ces derniers avaient soigneusement affûté leurs armes pour intervenir le vendredi dernier. Hélas !... Une fois encore le piège n'a pas fonctionné ». Pourtant cette grève a pesé sur les activités du premier responsable du pays puisque « **Liberté**, n°755 du 05 juillet 2010 », titre en manchette : « **38e sommet de la CEDEAO : Faure Gnassingbé a dû annuler son voyage à cause de la grève** » et écrit : « Malgré la trahison des responsables de l'Intersyndicale et les menaces des autorités gouvernementales, la grève lancée pour protester contre la hausse des prix des produits pétroliers a été largement suivie bien à Lomé que dans certaines villes du pays. Elle a été même un succès puis qu'elle a empêché Faure Gnassingbé de prendre part au dernier sommet de la CEDEAO ».

La levée du mot d'ordre de grève par les syndicats, la levée que certains journaux qualifie de trahison, amène « **Le Correcteur** n°165 du 05 juillet 2010 », a titré en couverture : « **Les syndicats du Togo entre légitimité et efficacité : les centrales syndicales désavouées par le réalisme des populations** » et indique : « Que doit-on dire des syndicats qui se plaisent à jouer les auxiliaires d'un pouvoir oppresseur ? Que doit-on dire des responsables syndicaux qui confondent militantisme politique et lutte syndicale ? Que dire enfin de ces messieurs qui se parent de la tunique de syndicalistes mais prennent plaisir à s'amuser avec les intérêts de leurs collègues et par ricochet des populations ? Pour avoir cédé à la légèreté et à la complaisance, les syndicalistes et leurs syndicats ont perdu dorénavant crédibilité et confiance auprès des populations qui ont pris leur destin en main ». Partant de l'avenir de la fronde sociale en question, « **Le Regard**, n°699 du 06 juillet 2010 » titre à la Une : « **L'Intersyndicale disqualifiée, l'ATC en quête de soutien** » et écrit : « Plus de soixante-douze heures après la grève largement suivie dans la capitale, l'intersyndicale des travailleurs du Togo désavouée par sa base ne sait plus à quel saint se vouer à la grande satisfaction du gouvernement qui n'a plus en face un interlocuteur redoutable. Reste en lice l'ATC qui

constitue le noyau dur autour duquel vont s'organiser des mouvements et associations de la société civile pour galvaniser la contestation sociale ».

En dehors de la contestation sociale contre la hausse du prix du carburant, les journaux ont fait mention de la crise au sein de l'Union des forces de changement (UFC). Cette crise est le fruit de l'entrée des Amis de Gilchrist Olympio (AGO) au gouvernement Houngbo. Parlant de cette crise, « **Forum de la Semaine, n°732 du 05 juillet 2010** » titre en couverture : « **Recomposition du Bureau de l'UFC : Pascal Bodjona renvoie les « réformateurs » au respect de la Charte des partis politiques** » et précise : « Nouveau rebondissement de la crise à l'UFC ! Suite à la publication de la liste des membres du nouveau bureau du parti par le président national Gilchrist Olympio, le camp des contestataires, coraqué par Jean-Pierre Fabre a adressé une lettre au ministre de l'Administration territoriale dont l'objectif était de porter « l'exclusion temporaire » de Gilchrist Olympio et des AGO à sa connaissance et pour déclaration. En réponse à cette demande, le ministre de l'Administration territoriale, Pascal Bodjona a estimé que la loi du 12 avril 1991 portant charte des partis politiques en faisant pas obligation aux partis d'informer l'administration, à titre de déclaration, des sanctions qu'ils prenaient à l'encontre de leurs militants ».

Suite à cette « exclusion temporaire » de Gilchrist Olympio par les « réformateurs » de l'UFC, « **Liberté, n°756 du 06 juillet 2010** » titre en manchette : « **Vers un nouveau procès politique au Togo : Gilchrist Olympio dépose une plainte en vue de la dissolution de l'UFC** ». Indiquant que des avocats sont contactés pour aider Me Djovi Gally à défendre le dossier, il écrit : « L'information circule actuellement dans l'entourage immédiat de Gilchrist Olympio. Ses fidèles ont même commencé à se réjouir du pas qu'il vient de franchir. En effet, « l'opposant historique » Gilchrist Olympio, en déconfiture avancée est décidé à aller jusqu'au bout de son dessein de déstabilisation de l'UFC. Il n'a que faire des condamnations qui viennent même de sa propre famille ». Donnant la raison de ce comportement de Gilchrist Olympio, « **Le Regard, n°699 du 06 juillet 2010** » titre en manchette : « **Mis en déroute par la tendance fabriste : Gilchrist Olympio annule le congrès et opte pour les tribunaux** » et note : « Prévu pour les 3 et 4 juillet 2010, le « congrès extraordinaire de la clarification, la réconciliation et la rénovation » a été reporté sine die. Confronté à la mobilisation et la détermination du Bureau National acquis à la cause de son Secrétaire Général, Jean-Pierre Fabre, Gilchrist Olympio préfère recourir à la justice en vue de prendre le contrôle du parti, sur la base des statuts de 1992, et conformément à la Charte des Partis Politiques ».

Suite à l'allégation d'une prochaine dissolution de l'UFC par Gilchrist Olympio, « **Forum de la Semaine, n°734 du 07 juillet 2010** » titre à la Une : « **Me Djovi Gally dément l'information et se dit surpris** » et note : « Me Djovi Gally, pourtant, présenté comme devant enclencher l'action en dissolution, sur l'instruction de Gilchrist Olympio, estime avoir été lui aussi surpris par cette annonce parue dans la presse en début de semaine ».

La dissolution d'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBTUS) a aussi fait écho. Titrant à la Une : « **Après la dissolution de OBUTS : Agbéyomé Kodjo va saisir la Cour d'appel et même les institutions sous-régionales** », « **Actu Express, n°106** » écrit : « En marge du meeting du Front républicain pour l'alternance et le changement (Frac) le samedi dernier à la plage, M. Agbéyomé Kodjo, le président de l'OBUTS a déclaré, au sujet de la dissolution de son parti vendredi dernier par le tribunal de première instance, qu'il va faire appel de cette décision à la Cour d'appel et s'il le faut saisir les juridictions internationales afin que le droit soit dit ».

Dimanche, 11 Juillet 2010 14:14 - **Le ministre des Affaires étrangères non consulté avant la nomination du nouvel ambassadeur du Togo en France**



La semaine dernière, nous avons repris un article de « La Lettre du Continent » annonçant la nomination de M. Calixte BATOSSIE MADJOULBA au poste d'ambassadeur du Togo en France en remplacement de M. Tchao SOTOUBERE. Selon toujours le journal d'Antoine Glaser, le poste a été initialement demandé par Gilchrist Olympio, au nom de la nouvelle alliance pouvoir-AGO, pour l'un de ses collaborateurs. Et les rumeurs évoquent les noms de Jean-Claude HOMAWOO et du Secrétaire particulier de Gilchrist OLYMPIO, Isaac TSIKPE. « Mais la demande a été rejetée par le chef de l'Etat, très accroché à cette fonction stratégique. L'ouverture a ses limites... », poursuit le journal.

De sources dignes de foi, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Elliot OHIN des Amis de Gilchrist OLYMPIO (AGO), n'aurait pas été consulté avant la nomination du nouvel ambassadeur du Togo. Ce n'était que plus tard qu'il aurait eu vent de cette décision qui relève pourtant de ses compétences. Une pratique courante dans les différents gouvernements ouverts à l'opposition. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Prof. Léopold GNININVI en sait quelque chose. Avec le gouvernement de partage ou de cohabitation, c'est selon, les grandes décisions seront toujours prises par le puissant shadow cabinet de Faure GNASSINGBE. Les ministres issus de l'opposition ne sont en fait que des faire-valoir qui permettent à Faure GNASSINGBE d'avoir les félicitations de la communauté internationale. On dira ici aussi comme dans « La Lettre du Continent » que « L'ouverture a des limites ».

En rappel, le ministre d'Etat AGO a vu ses champs d'action se rétrécir avec la nomination de son prédécesseur Koffi ESAW, ministre et conseiller principal à la Présidence chargé des Affaires étrangères et de la Coopération. Et quand le « pachyderme » aurait fait la remarque « au fils de la nation », à en croire des indiscretions, celui-ci aurait coupé court en disant qu'il a le droit de nommer ses conseillers.

Coco Tchak
LIBERTE HEBDO TOGO



Politique « Je vais vous faire arrêter »

« La plus subtile de toutes les finesses est de savoir bien feindre de tomber dans les pièges que l'on nous tend » (La Rochefoucauld)

Malheureux seraient donc ces ministres togolais qui ne savent pas user de leur pouvoir discrétionnaire, s'ils en ont ! Au lendemain de la publication de la lettre ouverte de M. KODJO Agbéyomé à M. Pascal BODJONA et dans laquelle le premier a dit sans détour ce qu'il pensait du second ainsi que le rôle qu'il a eu à jouer personnellement dans la dissolution arbitraire d'OBUTS, il y eut une vive altercation entre les deux hommes au téléphone. Rappelons que c'était le ministre BODJONA qui, digérant mal les vérités de M. KODJO, avait pris l'initiative de l'appeler. C'est le lieu de signaler que c'était la deuxième engueulade entre les deux hommes depuis les consultations du PM Hounbo en mai 2010. Ces hommes se détestent bien; mais de là, pour l'un à manquer de fair-play, de retenue et de maîtrise de soi en tant qu'homme d'Etat encore en activité et s'exposer si facilement dans une affaire de dissolution de parti et qui ne tient pas la route et dont les attendus de la justice sont très facilement démontables, c'est bien dommage pour notre République et pour les juges togolais qui refusent soit par « *mendèfrèrisme* », soit par couardise, de dire le droit qu'ils ont appris sur les bancs.

Hier matin, pour de simples clés que devraient aller chercher des huissiers au siège du parti OBUTS et pour lesquelles, en définitive il avait fallu le déplacement des huissiers au domicile de l'ancien PM du Togo, il avait fallu déplacer une dizaine d'éléments des Services de renseignements et d'investigations (SRI) armés jusqu'aux dents comme on le dit couramment. Ce qui, il faut le dire, avait fait peur aux habitants du quartier. On sent au Togo, un usage exagéré de la force, un usage excessif des éléments armés, un usage abusif du pouvoir. Pour un oui ou pour un non, il faut essayer de prouver qu'on a la puissance des muscles et celle des armes de son côté. La vie ne se limite pas qu'à ça. Avec un tel esprit, un pays ne saurait évoluer. Avec une telle conception du pouvoir d'Etat qui n'est pas originellement conçu pour des usages abusifs, mais pour des besoins réels et proportionnés par rapport à un objectif précis, on comprend aisément que certains trouvent en cet appareil à la fois dissuasif et répressif d'Etat et de bon aloi, un moyen de se donner du relief. A supposer que les huissiers avaient besoin de se sentir en sécurité, avait-on besoin d'une escouade de gendarmes chez un ancien PM à qui on est allé jusqu'à retirer le moindre agent de sécurité dont tous les anciens PM et PA disposent et par paquets ? Un seul gendarme suffisait largement à protéger ces huissiers, si vraiment ils en avaient besoin.

« ... Je vais vous faire arrêter, parce que vous avez violé l'article 17 de la Charte des partis politiques et j'ai déjà saisi le ministre de la justice », râlait le ministre BODJONA au téléphone au lendemain de la réception de la lettre ouverte de M. KODJO. Et ce dernier de répondre ironiquement par : « Moi, je ne suis qu'une fourmi et vous, un éléphant. Vous avez la force. J'ai une expérience carcérale et je n'ai plus peur. C'est vous qui devez avoir peur, parce que vous n'avez jamais fait la prison ». Cet échange de propos apporte suffisamment d'éclairage à ce que nous avons exposé plus haut. Cette violation de l'article 17 n'existe d'ailleurs que dans la conception de M. le ministre. On pense qu'on a le pouvoir et qu'il faut terroriser les autres par une justice aux ordres, par la peur du gendarme et de la prison, alors qu'au Togo ceux qui méritent une place en prison sont autrement plus nombreux que ceux qui sont en liberté et se pavanent. Il y a une catégorie de citoyens qui ont leur petite idée du pouvoir d'Etat, de sorte que, si le pouvoir n'avait jamais existé, il leur aurait fallu l'inventer eux-mêmes et pouvoir en faire tout ce qu'ils veulent. Mais ils oublient dans leur conception de la toute-puissance, que bien des hommes avant eux, avaient exhibé qui, leurs biceps, qui, leur bataclan d'amulettes dont ils disposent, et qui encore, des « *cargaisons* » d'armes sur lesquelles ils régnaient; le moment venu et prématurément, ils n'ont pas eu le temps de crier gare. Ils ont tiré leur révérence.

Alain SIMOUBA

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

MOS TOGO Politique G. Olympio « Personne au sein bureau national ne s'est opposé aux négociations avec RPT »

9 juillet 2010 - **Le président national de l'Union des forces de changement (UFC), Gilchrist Olympio, a enfin brisé le silence. Il s'est confié cette semaine à notre confrère «Forum de la Semaine » sur les récentes crises qui secouent sa formation politique.**

Après avoir passé quatre décennies à combattre le régime RPT, Gilchrist Olympio a finalement décidé de collaborer avec ce régime, une décision qu'une partie de ses militants ne comprennent pas. Mais pour l'intéressé « Notre entrée au gouvernement s'est faite sur la base d'un accord dûment signé. Et il ne s'agit pas d'une collaboration comme vous le dites mais d'un partage de pouvoir. Les Togolais qui ne se reconnaissent pas en cela, ne comprennent pas encore la nature de la lutte. Nous usons de tous les moyens légaux pour atteindre notre objectif ».

Cette collaboration avec le régime venue un peu plus tôt aurait le mérite d'épargner des vies humaines et contribuer à la refondation de la nation togolaise mais par son refus obstiné, Gilchrist Olympio a plutôt contribué au pourrissement de la situation au Togo. A cette interrogation, le président national de l'UFC répond : « Cette question suggère que vous comprenez mieux notre stratégie que nous-mêmes. Ceux qui ont versé leur sang sont les héros de notre nation. Chaque chose à son temps et chaque chose à sa place. La direction de notre parti est convaincue que l'acceptation de prendre part au gouvernement est arrivée au bon moment si nous tenons compte des acteurs internes et externes. Nous venons de commencer un exercice pédagogique qui, nous en sommes convaincus, va produire des fruits dans un avenir très proche ». Il nie avoir pris une décision unilatérale car « C'est une fausse accusation. Ce n'est pas dans mes habitudes de porter des réponses à chaque groupuscule politique décidant de jouer aux détracteurs. Pour parler de décision unilatérale c'est travestir la vérité. Même quand l'offre de négociation a été faite par le RPT après l'élection présidentielle du 04 mars 2010, j'ai pris soin d'en discuter à mon domicile avec certaines personnalités de référence du parti dont Jean-Pierre Fabre, Patrick Lawson, Me Georges Lawson, comme cela a été toujours le cas chaque fois qu'une décision d'une telle importance devait engager l'UFC. J'ai pris acte de leur avis que j'ai intégré dans l'ensemble des positions » et il poursuit, « Au fond, personne au sein du Bureau national ne s'est opposé aux négociations et à une éventuelle entrée au gouvernement. Seulement, certains ont cru qu'ils étaient plus qualifiés pour conduire ces négociations. Mais je voudrais rappeler que le seul fait d'avoir porté les couleurs du parti à une élection présidentielle ne confère pas le droit de supplanter le président ».

Aujourd'hui, l'opinion est confus face à l'attitude de l'UFC qui est plus que divisée, une partie au gouvernement et l'autre partie manifeste dans la rue. Réplique du président : « il n'y a pas de confusion possible ; il n'y a qu'un seul parti politique dénommé UFC dont je suis le président, qui a signé les accords politiques avec le RPT et qui est représenté au gouvernement. Nous avons tous la capacité de rassembler quelques dizaines de milliers de personnes à la plage ou dans tout autre endroit du pays pour faire écouter un message plus ou moins rationnel ou intelligent. Ceci n'est pas notre objectif ». A la question de savoir s'il croit à la bonne foi du RPT et quels sont les marges de manœuvres dont dispose ses ministres au gouvernement, M. Olympio n'éprouve aucun regret, au contraire « Si je devrais recommencer aujourd'hui, je prendrai encore le même chemin c'est-à-dire le partage de pouvoir. Quant à la bonne foi du RPT et même de l'UFC, je peux dire tout simplement citant un proverbe du pays que c'est seulement en allant au fond de la rivière que l'on peut dire si le crocodile est malade ou en bonne santé. »

Le parti est aujourd'hui au bord de l'implosion. Comment il entend remettre de l'ordre dans la famille et ramener la confiance au sein des troupes. M. Olympio a son idée là-dessus : « J'ai été longtemps retenu à

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

l'extérieur pour des raisons que vous connaissez tous. Le parti était donc géré par certains collaborateurs en qui nous avons mis toute notre confiance. Le constat est là aujourd'hui et vous venez de le souligner. Mais le peuple qui a mis tout son espoir en l'UFC de connaître un jour l'alternance politique dans notre pays ne nous pardonnera pas si nous laissons notre parti sombrer définitivement au nom des intérêts égoïstes d'une minorité d'individus constitués en club d'amis. Nous allons donc donner la parole aux militants de base des fédérations pour qu'ils s'expriment sur la question, à travers un congrès extraordinaire que nous allons convoquer dans les prochaines semaines ».

Voilà qui est dit. Le congrès sera peut-être le bout du tunnel.

mo5-togo.com



SURSAUT TOGO Politique Enlèvement de 2 collaborateurs de Sursaut-Togo

SURSAUT-TOGO - 11/07/2010 - Communiqué de presse

Deux de mes proches collaborateurs, Innocent Kokou ASSIMA et Narcisse Dosseh AZANLEKO, ont été enlevés dans la nuit du 1er au 2 juillet 2010 par les forces de sécurité de Faure Gnassingbé.

On est sans nouvelles d'eux depuis cette date. On ne sait pas les raisons de cet enlèvement ni le lieu où ils se trouvent. Il s'agit donc d'un enlèvement comme en ont l'habitude la dictature togolaise, son gouvernement et ses milices.

L'ensemble des membres de Sursaut Togo et moi-même exigeons la libération immédiate de nos deux compatriotes ainsi que celle des membres de l'UFC, l'OBUTS, MCA... arrêtés dans les mêmes conditions.

Nous soutenons de tout cœur les familles dans cette terrible épreuve.

Ces manœuvres d'intimidation n'arrêteront pas la détermination du peuple togolais à se libérer.

Kofi Yamgnane
Président de Sursaut



Société L'impact des séries télévisuelles sur la mode vestimentaire au Togo

7/10/2010 - Depuis quelques mois, on remarque un phénomène curieux dans la capitale togolaise. Les jeunes femmes et hommes s'habillent maintenant à la mode indopakistanaise. Quand on sait que le Togo n'abrite pas une grande communauté indopakistanaise, on ne peut qu'être étonné de cet intérêt soudain que portent les Togolais pour les boubous, voiles, pantalons et autres chaussures qui sont en usage dans les rues de Bombay, New Delhi et Calcutta.



La réponse nous a été donnée par Mlle Sika, une collégienne rencontrée au grand marché de Lomé : « Depuis que la série Vahi Déhi passe sur la TVT, je suis tombée amoureuse des habits en soie des Indiens. Je m'habille désormais comme l'héroïne Vahi Déhi ». Comme on peut le constater, les séries télévisées que diffusent les chaînes à longueur de journée sont des phénomènes de société et influencent la mode vestimentaire.

Pour certains, cette influence des séries sur les habitudes vestimentaires a commencé avec la diffusion en 1992 par la TVT de la série intitulée « Dona Beija ». Dans toute la sous-région ouest-africaine, la série a eu du succès et des opérateurs économiques ivoiriens ont flairé la bonne affaire et lancé sur le marché une gamme de produits à la griffe « Dona Beija ». On avait alors vu venir sur le marché togolais comme le témoigne Mme Hunlédé : « des soutiens, des sandales, des slips, des peignes etc estampillés « Dona-Beija » du nom de l'héroïne de la série. Même sa coupe ou style de coiffure était devenu le « must » pour les Togolaises ». Ainsi, la mode vestimentaire des femmes et hommes change avec le succès que connaissent ces séries. Beaucoup s'identifient aux acteurs des séries sud-américaines et pour rentrer dans la peau d'une Miléna, Béija, Marimar, Rubi ou Marina, il faut s'habiller comme elle. Mlle Akoko explique : « Je suis une fille très mince et on se moquait beaucoup de moi à l'école. Mais avec la série « destins croisés », mes camarades ont commencé par me surnommer « Miléna ». Alors, je me suis mise à chercher des modèles de vêtements que porte l'actrice dans la friperie et je me suis fait couper les cheveux comme elle ». Pour d'autres c'est pour séduire les hommes qu'elles s'y sont mises. « Mon mari ne cessait de faire les éloges de Maribel de la série « Rubi », j'ai donc cherché à m'habiller comme elles », a déclaré Mme Trénou. Beaucoup de Togolaises accrocs de ces feuilletons à l'eau de rose diffusés sur les chaînes, cherchent à imiter les acteurs et elles y mettent le prix. Les opérateurs économiques ayant compris le phénomène en profitent. Mme Tété, commerçante au marché d'Adawlato raconte une anecdote. « Quand on a commencé la diffusion de la série Rubi, j'ai vite su qu'elle aura du succès. J'étais alors partie commander en Chine, un modèle de corsage avec la griffe Rubi. J'ai écoulé tout le stock à Lomé en moins d'une semaine ». L'impact des médias sur les modes de vie de la société togolaise est aujourd'hui indéniable. Les succès des séries sud-américaines et indiennes aujourd'hui en sont une preuve. Et pourtant, le cinéma togolais est une curiosité invisible. Les Ivoiriens, Burkinabè et Maliens l'ont compris et ont aujourd'hui des séries à succès que l'on consomme allégrement au Togo. Quand allons-nous promouvoir les productions togolaises ? La question reste toujours posée

Sam Gagnon Le Correcteur

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

LE TEMPS Sports Mondial 2010 Génération championne

Simon Meier lundi 12 juillet 2010



Il aura fallu les prolongations pour que la meilleure équipe du monde soit couronnée officiellement, face à des Néerlandais qui ont trop abusé de la provocation physique

Cela aura été long, très long; dur, très dur. Mais au terme d'un combat acharné, l'Espagne a fini par triompher – la justice avec. Pour la première finale de Coupe du monde de son histoire, la Selección a dû patienter jusqu'à la 116e minute – but d'Andrés Iniesta – pour connaître enfin la délivrance qu'elle méritait tant. A nouveau opposés à un adversaire qui a refusé de jouer, les protégés de Vicente Del Bosque ont puisé dans leurs réserves ultimes pour abattre le mur orange, sur la plus ténue des marges (0-1). L'issue est morale tant les Pays-Bas, qui perdent leur troisième finale planétaire après celles de 1974 et 1978, ont montré leur plus triste visage.

Cette Coupe du monde fut celle du béton armé et de l'audace en berne. Le public du Soccer City Stadium aura eu droit à une finale au diapason. L'Espagne, envers et contre tout, se montre fidèle à ses principes – envie de donner vie au ballon et d'aller vers l'avant; mais il s'avère compliqué de porter un match à soi tout seul, qui plus est celui-ci. Tranchante dans le premier quart d'heure – trois occasions –, la Roja se heurte par la suite à la dureté du pressing batave.

Dureté? Non, en fait, le mot est faible. Dans un style assez comparable à celui des bouchers uruguayens dans les années 1930, ou des infâmes Young Boys quarante ans plus tard, les Oranje pourrissent le match. Ils ne cognent pas en l'air; ils bastonnent dans la ferme intention de faire mal. Dans l'ordre, on aura le coup de la morue cramponnée par Robin van Persie sur Joan Capdevila (15e, jaune); l'astiquée classique de Mark van Bommel sur Carlés Puyol (22e, idem); le karatéka Nigel De Jong, pied en avant dans la poitrine de Xabi Alonso (28e, même sanction, en l'occurrence clémentine); et l'attentat de Wesley Sneijder sur Sergio Busquets (43e, sanctionné par un simple coup franc alors qu'un petit rouge n'aurait rien eu de scandaleux).

Du grand spectacle... Un peu comme si les Hollandais, dont le génie a si souvent été contrecarré par la rugosité adverse à travers les âges, cherchaient à venger trente-six ans de malheurs et – souvent – d'injustices en nonante minutes. Il y en aura cent vingt, puisque Capdevila, surpris par la déviation de Puyol sur un corner de Xavi, ne parvient à la mettre au fond (48e). Parce qu'Arjen Robben, admirablement lancé

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

par Sneijder, voit la balle de match déviée par le pied droit d'Iker Casillas (62e). Et parce que ni David Villa, suite à une trouée de John Heitinga (70e), ni Sergio Ramos, dont la tête file au-dessus du but néerlandais (77e), ne trouvent la faille.

Trente minutes supplémentaires, donc. Un truc pas bon pour les nerfs. Et pas commode du tout pour l'arbitre anglais Howard Webb, qui doit continuer à jouer du carton jaune – neuf à cinq en «faveur» des poètes bataves; puis rouge, à l'intention de Heitinga pour l'ensemble de son œuvre. Arc-boutés à onze, les Pays-Bas parviendront-ils à tenir le choc à dix? On craint que oui, on voit déjà se profiler une irrespirable séance de tirs au but. Mais non. La lumière finit par jaillir des pieds de Cesc Fabregas, introduit en jeu peu auparavant, qui transmet le ballon victorieux à Andrés Iniesta. Le petit lutin du FC Barcelone, si brillant depuis des lustres avec son club comme sous le maillot de la Selección, force enfin la décision. Et la justice triomphe



Sports Football Tchanilé Bana crée un centre de formation de jeunes



9 juillet 2010 - **L'ex entraîneur des Eperviers, Tchanilé Bana, vient de porter sur les fonts baptismaux le Centre de Formation de football d'élite (CFFE). L'information a été annoncée hier jeudi à l'Hôtel Ibis lors d'une conférence de presse organisée par Tchanilé Bana.**

L'objectif de ce centre est bien entendu la promotion du football togolais et la formation des joueurs d'élite, selon le promoteur. Les jeunes futurs élèves seront encadrés par « des formateurs de haut niveau et expérimentés ». Des agents de joueurs et de matchs Fifa ainsi que des managers sont annoncés pour des stages de formation, les rencontres et les tournois.

Le CFFE formera des jeunes dans trois catégories : les moins de 23 ans, de 20 ans et 17 ans. Le centre débutera sa formation avec un effectif estimé à 50 joueurs dont 10 de moins de 23 ans, 20 de moins de 20 ans et 20 de moins 17 ans. Le recrutement se fera à travers des tournois de quartiers, des championnats nationaux.

Il existe des centres de formations de joueurs au Togo mais leurs qualités de travail restent encore à démontrer. Néanmoins, plusieurs acteurs du football national sont de plus en conscients que seule la formation des jeunes peut sauver un football à la dérive.

mo5-togo.com

**Sports Football - CAN 2012 Togo - Malawi 1 - 1**

9 juillet 2010 - **Les Togolais et les Malawites se sont séparés sur un score nul d'un but partout dans le cadre de la deuxième journée des éliminatoires comptant pour la Coupe d'Afrique des Nations 2012. L'équipe expérimentale de l'entraîneur français Thierry Froger, n'a pas réussi la performance qu'on attendait d'elle au stade de Kégué de Lomé.**

Elle fut menée très tôt au score par les Malawites dès la 17ème minute de la première période sur une bourde monumentale du portier togolais Kossi Agassa, suite à un corner mal repoussé. Le portier togolais, titularisé suite à la blessure du gardien numéro un Kodjo Obilalé à Cabinda, démontre encore une fois sa méforme. Blessé, il a été remplacé plus tard.

Les Togolais ont longtemps couru après le score avant l'égalisation contre le cours du jeu à la 75ème minute par le jeune Amenouvor Baker. C'est des Eperviers aux abois, visiblement satisfaits d'avoir engrangé deux points en deux matchs, en attendant le prochain match contre le Botswana, déjà surprenant vainqueur de la Tunisie à Tunis par deux buts à zéro, qui ont livré aux Malawites un combat pathétique. Le Togo avait fait un précédent match nul deux buts partout contre le Tchad à Ndjamena, le 1er juillet dernier. Les Eperviers se trouvent dans le groupe K comprenant la Tunisie, le Botswana, le Malawi et le Tchad.

Il faut noter que la plupart des cadres de l'équipe, dont le capitaine Adebayor, n'ont pas répondu à l'appel de l'entraîneur Thierry Froger. Les joueurs locaux et quelques internationaux dont Mani Sapool et Brenner ont constitué l'équipe des Eperviers qui ont livré les deux matchs.

L'équipe nationale comme la fédération togolaise de football sont en crise. **mo5-togo.com**

ARCHIVES TOGO



Economie Selon la Banque Mondiale, Les mesures anti-corruption ont baissé au Togo

Mise en ligne 13 juillet 2007 *Le Togo une fois encore étiqueté en rouge vis-à-vis de la bonne gouvernance, c'est en substance ce qu'on peut retenir d'un rapport publié mardi par la Banque Mondiale sur les dix dernières années (de 1996 à 2006) dans le monde. « Voix citoyenne et responsabilité », c'est la manière dont les citoyens d'un pays participent au choix de leurs gouvernants ainsi que l'état de la liberté d'expression dans le pays. La « stabilité politique et absence de violence », c'est la perception de la probabilité d'une déstabilisation de gouvernement par des moyens anti-constitutionnels. L'« efficacité de pouvoirs publics », c'est la qualité des services publics. La « qualité de la réglementation », c'est la capacité des pouvoirs publics à élaborer et à appliquer de bonnes politiques et réglementations favorables au développement du secteur privé. « L'Etat de droit », c'est le degré de confiance qu'ont les citoyens dans les règles conçues par la société et la manière dont ils s'y conforment. « La maîtrise de la corruption », c'est l'utilisation des pouvoirs publics à des fins d'enrichissement personnel.*



Ce sont là autant de critères par rapport auxquels les pays ont été considérés et suivis au cours des dix ans. Si la voix citoyenne et responsabilité n'a baissé que légèrement pendant les 10 ans, elle est par contre nettement inférieure à la moyenne générale de l'Afrique Sub-saharienne. Le Togo est autour de 12% contre 30% en moyenne générale en Afrique Sub-saharienne. Selon le rapport, de 2002 à 2006, la stabilité politique a considérablement baissé, de près de 30% à 20%. Ici aussi, la stabilité politique togolaise est nettement inférieure par rapport aux autres pays d'Afrique Sub-saharienne.

Quant à l'efficacité du gouvernement, le pays est à peine 4% en 2006, régressant par rapport à l'année 2000, où il était autour de 10%. Le Togo occupe ici le pire de ses rangs, parmi les six critères et est indiqué au rouge vif. Togo 4%, moyenne générale Afrique sub-saharienne, 30%. Rappelons que le pays était à près de 25% en 1998. Au vu de la qualité de la réglementation, le pays a encore régressé, comme d'ailleurs au niveau de tous les autres critères. En 2006, 20%, contre 30% en 1998 et 22% en 2002.

L'Etat de droit a aussi reculé au Togo, les dix dernières années. A 30% en 1998 et en 2002, il est environ à 13% en 2006, contre 30% en moyenne en Afrique.

La corruption a eu le vent en poupe au cours de la période concernée par le rapport. Le contrôle a baissé au Togo. Après une légère augmentation de 1998 à 2002, le contrôle a plutôt sérieusement régressé d'environ 32% en 2002 à à peine 15% en 2006. En général, pendant les dix dernières années, les gouvernements successifs ont été nettement inefficaces, les mesures anti-corruption ont baissé, l'état de droit a baissé, l'Etat a été instable, la citoyenneté n'a ni progressé, ni régressé, le secteur privé a de moins en moins été pris en compte. **Maxime DOMENI**

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org